

PLUS DE 850 EXPOSANTS ATTENDUS
À LA 24^e ÉDITION DU SIPSA-FILAHA

Un rendez-vous incontournable dédié à l'innovation agricole

La 24^e édition du Salon international de l'agriculture, de l'élevage et des industries agroalimentaires (SIPSA-FILAHA), se tiendra du 18 au 21 mai à Alger, avec une participation record de 850 exposants algériens et étrangers issus de 39 pays. Cette édition, qui se déroulera au Palais des expositions des Pins maritimes, sous le slogan : "Moderniser l'agriculture, renforcer la souveraineté alimentaire et projeter l'avenir", verra la participation du Niger, de la Mauritanie et de l'Égypte en tant qu'invités d'honneur. P 3

CROISSANCE DE LA
DEMANDE MONDIALE DE
PÉTROLE EN 2026

L'OPEP revoit à la baisse ses prévisions

L'OPEP a revu à la baisse ses prévisions de croissance de la demande mondiale de pétrole pour l'année 2026, sur fond d'escalade géopolitique au Moyen-Orient et de perturbations majeures sur les marchés énergétiques mondiaux. Selon l'agence Reuters, l'organisation estime désormais, dans son rapport publié mercredi, que la demande mondiale augmentera de 1,17 million de barils par jour en 2026, contre une prévision précédente de 1,38 million de barils par jour.

P 2

REVUE « EL DJEICH »

L'Algérie à l'aube de l'émergence

L'Algérie avance à « pas sûrs » vers le statut d'économie émergente, amorçant une transformation profonde de son modèle de développement fondée sur la diversification économique, la souveraineté productive et la valorisation des ressources nationales. Longtemps dépendante des hydrocarbures, l'économie nationale s'engage désormais dans une dynamique de mutation structurelle où la sécurité économique est désormais considérée comme un prolongement direct de la sécurité nationale.

P 3



Publicité

MODERNISATION DE
L'AGRICULTURE

Plaidoyer pour une approche stratégique de la souveraineté alimentaire

La modernisation de l'agriculture en Algérie ne peut se limiter à l'introduction de nouvelles technologies ou à la mécanisation des exploitations. Elle doit être pensée comme un projet stratégique global lié à la souveraineté alimentaire, à la sécurité nationale et à la transformation des modes d'organisation du monde agricole, a indiqué Brahim Zitouni, vice-président du GRFI.

P 3

SIPSA[®]
FILAHA
AGROFOOD

24^{ème}
édition

SOUS LE PATRONAGE DE MONSIEUR
LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE,
DU DÉVELOPPEMENT RURAL,
ET DE LA PÊCHE

SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE,
DE L'ÉLEVAGE ET DE L'AGRO-INDUSTRIE

18 > 21 MAI 2026

PALAIS DES EXPOSITIONS - SAFEX, ALGER - ALGERIE

Afrika[®]
Food Export

DJAZA UA[®]

INDUSTRIE
PHARMACEUTIQUE
**Saidal et l'américain
Abbott réaffirment
leur volonté de
renforcer leur
coopération**

Le groupe pharmaceutique public Saidal poursuit le renforcement de ses partenariats internationaux dans le domaine de l'industrie pharmaceutique et de l'innovation médicale. Dans ce cadre, le Directeur général du groupe, Mourad Belkhef, a reçu mardi au niveau du site de production Constantine 1 le chargé d'affaires de l'ambassade des États-Unis en Algérie, Mark A. Schapiro, accompagné de représentants du laboratoire américain Abbott.

Cette visite a été consacrée principalement au partenariat liant Saidal et Abbott autour du vaccin antigrippal Influvac, considéré comme l'un des projets phares de coopération pharmaceutique entre l'Algérie et les États-Unis. Selon un communiqué de Saidal, les discussions ont porté sur l'état d'avancement du partenariat industriel ainsi que sur les perspectives de son développement dans le domaine de la production pharmaceutique et de la santé publique. La délégation américaine a exprimé sa satisfaction quant au niveau de coopération établi avec le groupe Saidal, saluant notamment la qualité des infrastructures industrielles du site Constantine 1 ainsi que les compétences techniques et professionnelles des équipes algériennes. Cette visite a également permis au DG de Saidal de présenter les nouvelles orientations stratégiques du groupe, particulièrement les projets liés aux biotechnologies et à la recherche médicale avancée. Pr Mourad Belkhef a notamment mis en avant le projet de thérapie cellulaire développé par le groupe, présenté comme l'un des axes majeurs de la stratégie de modernisation et d'innovation de Saidal. À travers ce projet, le groupe public ambitionne de renforcer sa présence dans les segments pharmaceutiques à haute valeur ajoutée et de développer des solutions thérapeutiques innovantes répondant aux besoins du marché national. Les deux parties ont réaffirmé, à cette occasion, leur volonté commune de consolider davantage leur coopération stratégique, dans une logique de transfert de savoir-faire, de développement industriel et d'amélioration de l'accès aux solutions de santé innovantes en Algérie. Cette dynamique s'inscrit dans les efforts engagés par Saidal pour développer la production locale de médicaments et renforcer la souveraineté sanitaire nationale à travers des partenariats technologiques avec des groupes pharmaceutiques internationaux.

Z R.

PRODUCTION PÉTROLIÈRE

L'Algérie atteint son plus haut niveau depuis trois ans

La production algérienne de pétrole brut a poursuivi sa progression au mois d'avril 2026, atteignant son plus haut niveau depuis trois ans, dans un contexte marqué par les ajustements de production opérés par l'alliance OPEP+. Selon le dernier rapport mensuel de l'OPEP, publié mercredi, l'Algérie a produit 982 000 barils par jour en avril, contre 973 000 barils par jour en mars, soit une hausse mensuelle de 9 000 barils par jour.

Par S. R.

Ce niveau de production constitue le volume le plus élevé enregistré par l'Algérie depuis avril 2023, période durant laquelle la production nationale avait dépassé le seuil du million de barils par jour. Selon la plateforme spécialisée « Attaqa.net », cette progression permet également à l'Algérie de dépasser le plafond de production qui lui avait été fixé dans le cadre du plan de réajustement volontaire de l'alliance OPEP+, établi à 977 000 barils par jour pour le mois d'avril. Cette évolution intervient alors que plusieurs pays membres de l'alliance accélèrent progressivement la levée des réductions volontaires de production décidées ces dernières années afin de soutenir les cours du pétrole. Face aux tensions géopolitiques croissantes et aux besoins du marché mondial, les pays concernés ont choisi d'augmenter progressivement leurs volumes de production à partir d'avril 2026.

Le rapport souligne que l'Algérie avait déjà participé, aux côtés des pays engagés dans les réductions volontaires, à la première phase du retour progressif des capacités de production, achevée en septembre 2025. Cette étape avait permis la réintroduction de 2,2 millions de barils par jour sur le marché mondial. Une seconde phase avait ensuite été lancée en octobre 2025 avec une hausse additionnelle de 137 000 barils par jour, avant qu'un ralentissement temporaire ne soit décidé durant le premier trimestre 2026 afin de préserver l'équilibre du marché pétrolier international. Toutefois, l'amélioration de la demande mondiale et les nouvelles orientations de l'OPEP+ ont conduit à une reprise plus rapide du processus d'assouplissement des quotas. Selon les projections actuelles de l'alliance, la production algérienne devrait poursuivre sa progression dans les prochains mois. Elle pourrait atteindre 983 000 barils par jour durant le mois de mai, avant de grimper à 989 000 barils par jour en

juin 2026.

À l'échelle globale, le rapport fait état d'un recul de la production totale de l'alliance OPEP+ durant le mois d'avril. Celle-ci est passée à 33,19 millions de barils par jour, contre 34,929 millions le mois précédent. La production des pays membres de l'OPEP a également diminué, atteignant 18,983 millions de barils par jour contre 20,71 millions en mars. Parmi les pays ayant enregistré les plus fortes baisses figurent notamment l'Arabie saoudite, dont la production est descendue à 6,768 millions de barils par jour, ainsi que le Koweït et l'Irak.

Dans ce contexte, la progression de la production algérienne traduit la volonté des autorités de renforcer les capacités nationales tout en maintenant le respect des équilibres du marché pétrolier international. Elle reflète également les efforts engagés pour optimiser les performances du secteur énergétique, qui demeure l'un des principaux moteurs de l'économie nationale et des recettes d'exportation du pays.

CROISSANCE DE LA DEMANDE MONDIALE DE PÉTROLE EN 2026 L'OPEP revoit à la baisse ses prévisions

L'OPEP a revu à la baisse ses prévisions de croissance de la demande mondiale de pétrole pour l'année 2026, sur fond d'escalade géopolitique au Moyen-Orient et de perturbations majeures sur les marchés énergétiques mondiaux. Selon l'agence Reuters, l'organisation estime désormais, dans son rapport publié mercredi, que la demande mondiale augmentera de 1,17 million de barils par jour en 2026, contre une prévision précédente de 1,38 million de barils par jour. Cette révision intervient dans un contexte marqué par les répercussions du conflit au Moyen-Orient, qui a fortement perturbé les flux énergétiques internationaux, notamment à travers la fermeture effective du Déroit d'Ormuz, considéré comme l'un des principaux corridors pétroliers au monde. Cette situation a réduit l'acheminement de millions de barils de pétrole provenant de la région, provoquant une forte hausse des prix des carburants et accentuant les pressions sur les consommateurs et les entreprises. Selon l'organisation, la demande mondiale de pétrole devrait atteindre en moyenne 104,57 millions de barils par jour au deuxième trimestre 2026, contre une estimation précédente de 105,07 millions de

barils par jour. Il s'agit de la deuxième révision baissière consécutive des perspectives de consommation mondiale pour cette période. Malgré cette correction, l'OPEP affiche une vision relativement moins pessimiste que celle de l'Agence internationale de l'énergie, qui a également abaissé ses prévisions de consommation pétrolière mondiale plus tôt dans la journée. L'organisation estime toutefois que la demande devrait retrouver un rythme de croissance plus soutenu à partir de 2027. Dans ce cadre, l'OPEP a relevé ses prévisions de croissance de la demande mondiale pour 2027 à 1,54 million de barils par jour, soit une hausse de 200 000 barils par jour par rapport à ses précédentes estimations. Le cartel considère que l'économie mondiale continue de faire preuve de résilience malgré les tensions géopolitiques, notamment au Moyen-Orient. « La croissance économique mondiale continue de montrer des signes de résilience cette année malgré les tensions géopolitiques, particulièrement au Moyen-Orient », souligne le rapport, qui maintient inchangées ses prévisions de croissance économique mondiale. Le rapport revient également sur la situation de l'alliance OPEP+, qui regroupe les membres de

l'OPEP et des producteurs partenaires, dont la Russie. L'alliance avait convenu de reprendre progressivement l'augmentation de sa production à partir d'avril 2026 afin de répondre à l'évolution du marché mondial. Toutefois, la fermeture du déroit d'Ormuz a considérablement compliqué la mise en œuvre de cet accord. Selon les données du rapport, la production de pétrole brut de l'OPEP+ a chuté à 33,19 millions de barils par jour en avril, contre 34,93 millions de barils par jour en mars, soit une baisse de 1,74 million de barils par jour. Cette contraction reflète l'ampleur des perturbations provoquées par la crise régionale et les difficultés logistiques affectant les exportations pétrolières. Le rapport précise également que les chiffres d'avril incluent encore les volumes produits par les Émirats arabes unis, qui ont officiellement quitté l'OPEP le 1er mai 2026. Cette nouvelle révision des prévisions illustre les fortes incertitudes qui continuent de peser sur les marchés énergétiques mondiaux, dans un environnement marqué par la volatilité géopolitique, les tensions sur l'approvisionnement et les interrogations autour de l'évolution de la demande mondiale en énergie.

S. R.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»

Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77

E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

PLUS DE 850 EXPOSANTS ATTENDUS À LA 24^E ÉDITION DU SIPSA-FILAHA

Un rendez-vous incontournable dédié à l'innovation agricole

La 24^e édition du Salon international de l'agriculture, de l'élevage et des industries agroalimentaires (SIPSA-FILAHA), se tiendra du 18 au 21 mai à Alger, avec une participation record de 850 exposants algériens et étrangers issus de 39 pays. Cette édition, qui se déroulera au Palais des expositions des Pins maritimes, sous le slogan : "Moderniser l'agriculture, renforcer la souveraineté alimentaire et projeter l'avenir", verra la participation du Niger, de la Mauritanie et de l'Égypte en tant qu'invités d'honneur.

Par Zahir R.

Cette démarche reflète "la forte conviction de l'Algérie quant à l'importance de l'intégration continentale et à la nécessité de bâtir de solides chaînes de production régionales", a indiqué Dr Amine Benssemmane, président du SPSA FILAHA & AFRIKA FOOD EXPORT, précisant que cette édition verra la participation de 247 marques internationales et que plus de 40 000 visiteurs sont également attendus.

S'exprimant lors d'une conférence de presse tenue hier à Alger, Dr Benssemmane a insisté sur la portée stratégique de cette manifestation, affirmant que le SPSA « n'est plus seulement un salon d'exposition », mais un espace de réflexion, de coopération et de construction des politiques agricoles de demain. « Moderniser l'agriculture, ce n'est pas seulement exposer des équipements ou présenter des produits. C'est aussi interroger les politiques publiques, les dynamiques des filières, les modèles de production et les leviers de transformation », a-t-il déclaré. L'ensemble des segments de l'agriculture et de l'agroalimentaire sera représenté lors de cette 24^e édition, à savoir les productions végétales, l'élevage, la santé animale, la pêche, l'aquaculture, le machinisme agricole, l'irrigation, la fertilisation, les intrants agricoles, la transformation et la valorisation agroalimentaire. En effet, le salon sera structuré autour de trois grands pôles complémentaires : "SIPSA Filaha consacré aux productions agricoles et à l'élevage ; SIPSA Djazaqua dédié à la pêche, à l'aquaculture et aux ressources halieutiques ; et enfin SIPSA Afrika Food Export orienté vers la transformation agroalimentaire et les exportations africaines".

Selon le Dr Benssemmane, cette architecture traduit une vision intégrée du développement agricole. « Nous voulons sortir d'une approche cloisonnée des filières. La production, la transformation, l'innovation, les équipements et l'exportation doivent progresser ensemble », a-t-il expliqué.

Placée sous le haut patronage du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, cette édition intervient dans un contexte international marqué par les tensions géopolitiques, les perturbations des chaînes

d'approvisionnement mondiales et les défis croissants liés à la sécurité alimentaire. Pour le président également de la Fondation GRFI Filaha Innov, l'Algérie doit désormais penser son agriculture comme une question de souveraineté nationale. « L'agriculture algérienne ne peut relever les défis actuels qu'en conciliant performance, innovation, qualité, durabilité et souveraineté », a-t-il souligné devant les médias.

En plus de l'espace d'exposition, cette édition constituera une plateforme de débat autour des principales questions d'actualité dans le domaine agricole, notamment la production animale et les défis auxquels font face les filières d'élevage, la mécanisation et les équipements agricoles comme leviers de production et de compétitivité, ainsi que la valorisation des ressources marines et les technologies appliquées au secteur agricole en vue d'opérer une transformation durable des pratiques agricoles.

Des forums stratégiques autour des grands enjeux agricoles

L'une des principales annonces du SPSA 2026 concerne l'organisation d'une série de forums stratégiques animés avec la Fondation GRFI Filaha Innov. Le « Focus Élevage », prévu le 19 mai, constituera l'un des temps forts du salon. Cette rencontre sera consacrée aux productions animales, aux enjeux nutritionnels et à la restructuration des filières bovine, ovine, caprine, avicole et cameline. Selon les organisateurs, l'objectif est de replacer l'élevage au cœur de la sécurité nutritionnelle nationale. Les débats porteront notamment sur la production locale des protéines animales, l'amélioration génétique du cheptel, la filière lait dans le Sahara et les nouvelles stratégies alimentaires pour le bétail. Le forum FIMAG, consacré au machinisme agricole et à la mécanisation, mettra quant à lui l'accent sur la transformation numérique de l'agriculture algérienne. Les discussions porteront sur l'intégration des technologies satellitaires, l'utilisation des données agricoles, le développement du « reverse engineering » industriel et la création d'une véritable industrie nationale de la mécanisation. Le forum DJAZAQUA sera dédié à la

modernisation de la pêche et de l'aquaculture. Les organisateurs souhaitent promouvoir une nouvelle approche fondée sur l'aquaculture circulaire, l'entrepreneuriat et les start-up aquacoles.

Le président du SPSA a également mis en avant la place grandissante des nouvelles technologies dans l'agriculture moderne. Intelligence artificielle, Internet des objets, agriculture connectée, plateformes numériques, traçabilité et digitalisation des exploitations feront partie des grandes thématiques de cette édition. « L'innovation n'est plus un supplément. Elle est devenue une condition essentielle de compétitivité et de résilience », a-t-il affirmé.

Le Village Start-up et l'essor de l'Agritech

Le SPSA 2026 accordera une place importante à l'écosystème des start-up agricoles à travers la sixième édition du Village de l'Innovation. Cet espace réunira 15 jeunes entreprises spécialisées dans l'Agritech, la Foodtech et l'Aquatech, accompagnées dans le cadre du « Filaha Innov Incubator », présenté comme le premier incubateur agricole agréé en Algérie. Plusieurs solutions innovantes y seront exposées : irrigation intelligente, agriculture de précision, applications de gestion des exploitations, systèmes de traçabilité et outils numériques destinés aux producteurs et transformateurs. Le salon accueillera également la cinquième édition d'Afrika Food Export ainsi que les Afrika SIPSA Innov Awards 2026, destinés à récompenser les meilleures innovations agricoles et agroalimentaires par la remise du prix "Sid Ahmed Ferroukhi".

OLEOMED : valoriser l'huile d'olive algérienne

Par ailleurs, la deuxième édition du concours national de la meilleure huile d'olive vierge "Oleomed" sera organisée, suite au succès de la première édition l'année dernière qui avait enregistré la participation de 145 producteurs. Dans ce sillage, le président du comité d'organisation, Mokhtar Guissous, a fait savoir que l'édition 2026 verra la participation d'environ 300 échantillons d'huile d'olive provenant de 23 wilayas, soulignant que l'organisation de ce

concours vise principalement à ouvrir de nouveaux horizons aux opérateurs pour promouvoir leurs produits à l'échelle internationale. À travers cette compétition, les organisateurs veulent promouvoir l'excellence de la filière oléicole nationale et renforcer le positionnement de l'huile d'olive algérienne sur les marchés premium à l'international.

Le concours comprendra des dégustations professionnelles, des évaluations techniques et des espaces de valorisation des produits du terroir. « Nous voulons soutenir les producteurs et faire rayonner une filière emblématique de notre patrimoine agricole », a expliqué le président du SPSA.

Une forte dimension africaine

Cette 24^e édition sera marquée par une ouverture africaine particulièrement affirmée. Le Niger sera l'invité d'honneur du salon, aux côtés de l'Égypte et de la Mauritanie, notamment dans les secteurs de l'élevage, de la pêche et de l'aquaculture. Pour les organisateurs, cette orientation reflète une nouvelle vision de la sécurité alimentaire fondée sur les complémentarités régionales. Le Dr Amine Benssemmane a longuement insisté sur le rôle stratégique que pourraient jouer les partenariats avec les pays sahéliers dans la sécurisation des approvisionnements alimentaires de l'Algérie.

Selon lui, le Niger dispose d'importants cheptels adaptés aux zones arides, tandis que l'Algérie possède une expertise croissante dans les domaines vétérinaire, pharmaceutique et agro-industriel. « Nos besoins et leurs ressources ouvrent la voie à une coopération durable fondée sur des complémentarités réelles », a-t-il affirmé. Le SPSA 2026 ambitionne ainsi de devenir un espace de convergence entre les politiques agricoles nationales et les dynamiques de coopération régionale africaine. À travers cette 24^e édition, le SPSA FILAHA & AFRIKA FOOD EXPORT confirme donc sa volonté de dépasser le cadre traditionnel des salons professionnels pour devenir une véritable plateforme stratégique dédiée à l'avenir agricole, alimentaire et économique de l'Algérie et du continent africain.

Z.R.

MODERNISATION DE L'AGRICULTURE

Plaidoyer pour une approche stratégique de la souveraineté alimentaire

La modernisation de l'agriculture en Algérie ne peut se limiter à l'introduction de nouvelles technologies ou à la mécanisation des exploitations. Elle doit être pensée comme un projet stratégique global lié à la souveraineté alimentaire, à la sécurité nationale et à la transformation des modes d'organisation du monde agricole. C'est ce que Brahim Zitouni, vice-président du GRFI, a mis en avant lors de sa communication présentée en marge de la conférence de presse annonçant la 24^e édition du salon SPSA FILAHA & AGROFOOD 2026.

Dans son intervention, Brahim Zitouni a insisté sur l'importance du contexte actuel, marqué par l'examen prochain des avant-projets de loi relatifs à l'orientation agricole et à l'élevage. Pour lui, ces textes revêtent une importance capitale puisqu'ils détermineront les futures orientations stratégiques de l'agriculture nationale. Il a ainsi appelé à un large débat impliquant les professionnels, les experts, les chercheurs et les acteurs de terrain afin d'aboutir à une réforme adaptée aux réalités algériennes.

Le vice-président du GRFI a particulièrement

mis en avant la dimension géopolitique de la question alimentaire. Selon lui, les crises internationales récentes démontrent que l'alimentation est devenue un instrument de puissance et parfois même une arme stratégique. Pour lui, la question alimentaire n'est plus uniquement une question de production agricole, « mais une question de souveraineté nationale », estimant que la sécurité alimentaire doit désormais être intégrée aux priorités stratégiques de l'État.

Dans cette optique, Brahim Zitouni a développé une vision élargie de la modernisation agricole. Il considère que celle-ci ne doit pas être réduite à une simple question technologique, mais qu'elle représente avant tout « une forme sociale et politique d'appropriation de la question alimentaire ». L'intervenant a notamment plaidé pour une refonte des concepts classiques utilisés dans l'agriculture. Il a critiqué la notion traditionnelle de « surface agricole utile », estimant qu'elle reste inspirée d'un modèle européen inadapté aux spécificités des territoires algériens. Selon lui, les espaces steppiques, désertiques ou montagneux ne doivent pas être considérés comme

improductifs, mais comme des écosystèmes porteurs de richesses agricoles, pastorales, médicinales et environnementales.

Brahim Zitouni a également accordé une large place à la question des semences, qu'il considère comme l'un des piliers de la souveraineté agricole. Selon lui, la modernisation agricole doit s'appuyer sur trois niveaux complémentaires. Le premier repose sur la résilience à travers la valorisation des variétés locales robustes et adaptées aux conditions climatiques nationales. Le second concerne l'amélioration génétique et l'hybridation maîtrisée afin d'augmenter les rendements. Enfin, le troisième niveau vise le développement de cultures et d'élevages à forte valeur ajoutée destinés à améliorer la rentabilité économique des exploitations agricoles.

À tout cela s'ajoute, insiste le vice-président du GRFI, la nécessité d'accorder davantage de liberté d'organisation au monde agricole. Il a plaidé pour des coopératives, des chambres d'agriculture et des interprofessions indépendantes de l'administration, estimant que l'État doit jouer un rôle de régulateur et de contrôle plutôt qu'un rôle d'administration directe des

filières. La gestion des risques agricoles constitue également, selon lui, un axe majeur de modernisation. Dans ce cadre, il a appelé à une réforme profonde du système d'assurance agricole afin de mieux protéger les agriculteurs contre les catastrophes naturelles, les sécheresses, les inondations, les vents chauds ou encore les épisodes de gel.

Dans le même cadre, il a plaidé pour une modernisation des mécanismes de subvention publique. Sans remettre en cause le principe des aides étatiques au secteur agricole, il estime indispensable de renforcer les dispositifs de contrôle et de gouvernance afin de limiter les dérives et les détournements de fonds. Par ailleurs, il a affirmé que la question de la souveraineté alimentaire dépasse également les frontières nationales. « L'Algérie ne pourra garantir durablement sa sécurité alimentaire sans une coopération régionale renforcée avec les pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest », a-t-il indiqué, estimant que seule une vision régionale intégrée permettra d'éviter que les crises alimentaires futures ne deviennent des facteurs d'instabilité économique et sociale.

Z.R.

ALGÉRIE-SOMALIE Examen du renforcement de la coopération dans le domaine des hydrocarbures

Le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures, M. Mohamed Arkab, a reçu, mardi au siège du ministère, le ministre de l'Intérieur, des Affaires fédérales et de la Réconciliation de la République de Somalie, M. Ali Yusuf Ali Hosh, qui effectue une visite officielle en Algérie, indique un communiqué du ministère. Les entretiens, tenus en présence de l'ambassadeur de la République de Somalie auprès de l'Algérie, et de cadres du ministère des Hydrocarbures, ont porté sur les moyens de renforcer la coopération entre les deux pays, notamment dans le secteur des hydrocarbures, dans le cadre de la dynamique marquant les relations algéro-somaliennes, après la visite du président de la République fédérale de Somalie en Algérie en novembre 2025, couronnée par la signature de plusieurs accords de coopération.

La rencontre a permis également d'évoquer les perspectives de coopération dans les domaines de l'exploration, de la production, du raffinage et de la formation, dans le sillage des préparatifs de la Somalie pour le lancement des opérations d'exploration pétrolière et gazière en 2026, et de son intérêt à tirer parti de l'expérience algérienne, notamment l'expertise du groupe Sonatrach, et des cadres juridiques et réglementaires liés au secteur. A ce titre, les deux parties sont convenues de l'importance de renforcer les partenariats entre les entreprises spécialisées des deux pays et d'élargir les programmes de formation et de transfert d'expertises, notamment à travers l'Institut algérien du pétrole (IAP), afin de soutenir le développement du secteur énergétique en Somalie. A cette occasion, M. Arkab a réaffirmé la disponibilité de l'Algérie, conformément aux orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à accompagner la République fédérale de Somalie et à mettre à sa disposition son expertise dans le domaine des hydrocarbures, dans le cadre du renforcement de la coopération africaine et de la coopération Sud-Sud.

R. E.

RETRAITÉS

Le certificat de vie remplacé par la reconnaissance faciale

Le Directeur général de la Caisse nationale des retraites (CNR), Abdelhafid Adrar, a indiqué, mardi à Alger, que les retraités ont été dispensés de la présentation du certificat de vie, désormais remplacé par un système de reconnaissance faciale, dans le cadre de la modernisation et de la numérisation des services destinés à cette catégorie. Invité du forum du quotidien El-Moudjahid, M. Adrar a précisé que "conformément aux instructions du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, les retraités sont dispensés de fournir le certificat de vie à la CNR, remplacé par la reconnaissance faciale via une application

électronique, téléchargeable sur téléphone portable". Cette mesure vise à "simplifier les procédures au profit des retraités, dans le cadre de la modernisation et de la numérisation des services, à lutter contre la fraude et à renforcer la transparence", a-t-il expliqué. Rappelant que le nombre de retraités s'élève à "3,6 millions de bénéficiaires de pensions directes ou de réversion (ayants-droit)", le responsable a ajouté que la valeur financière globale pour le versement des pensions est estimée à "162 milliards de dinars algériens par mois".

R. E.

ENVIRONNEMENT

La demande mondiale de sable pourrait doubler d'ici 2060

La demande mondiale de sable, estimée actuellement à 50 milliards de tonnes par an, pourrait doubler d'ici 2060 sous l'effet de l'urbanisation et de l'expansion du secteur de la construction, faisant peser de lourdes menaces sur les écosystèmes et les communautés locales, a alerté l'Organisation des Nations unies (ONU). Dans un rapport publié mardi, le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) souligne que le sable constitue la ressource naturelle la plus exploitée au monde après l'eau, alors même que son extraction demeure largement insuffisamment réglementée. Le rapport avertit que cette ressource est consommée à un rythme supérieur à sa capacité de renouvellement naturel, un processus géologique nécessitant des centaines de

milliers d'années.

Selon le PNUE, l'extraction non durable du sable provoque la dégradation d'habitats essentiels pour plusieurs espèces, notamment les poissons, les tortues, les oiseaux et les crabes, tout en affectant les populations vivant à proximité des zones d'exploitation. L'organisation met également en garde contre l'intensification des activités de dragage dans les zones marines sensibles, relevant que près de la moitié des sociétés spécialisées opèrent dans des aires marines protégées (AMP), au détriment de la biodiversité.

Le rapport explique qu'une fois transformé en béton, en asphalte ou en verre, le sable perd ses fonctions naturelles de filtration de l'eau et de protection des littoraux contre l'érosion.

"Le sable constitue notre première ligne de défense contre l'élévation du niveau de la mer, les ondes de tempête et la salinisation des aquifères côtiers, des risques aggravés par le changement climatique", a déclaré Pascal Peduzzi, directeur de la Base de données mondiale sur les ressources du PNUE, cité dans le rapport.

Le document relève par ailleurs un intérêt croissant pour l'exploitation du sable magnétique, également appelé "sable noir", riche en minéraux stratégiques, notamment en Asie du Sud-Est et en Amérique latine. Face à cette situation, le PNUE appelle à un renforcement de la gouvernance mondiale du secteur, à travers l'établissement d'inventaires nationaux et la reconnaissance du sable comme ressource stratégique.

APS

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

Le niveau de risque à l'infection au virus Hanta en Algérie reste "faible"

Santé a immédiatement mis en place une commission centrale spécialisée pour la mise en œuvre d'une série de mesures préventives et anticipatives pour faire face à toute éventua-

lité", rassurant la population qu'"aucune situation alarmante ne justifie un climat d'inquiétude ou de panique".

R. E.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTÈRE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 12 ماي 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 12 Mai 2026

Produits	Prix du détail ¹			المنتجات	
	معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	60	69	50	البطاطا
	Tomate	89	102	75	الطماطم
	Oignon sec	92	101	83	البصل الجاف
	Ail sec	692	798	585	الثوم الجاف
	Ail vert	199	228	171	الثوم الاخضر
	Carotte	107	122	93	الجزر
	Navet	111	124	99	اللفت
	Petit pois	184	206	163	الجبانة
	Fève verte	75	85	65	الفول الاخضر
	Courgette	140	156	124	الكوسة
	Haricot vert	319	350	288	الفاصولياء الخضراء
Laitue	103	117	90	الخس	
Fruits frais	Orange	288	334	241	البرتقال
	Citron	232	260	204	الليمون
	Pomme locale	492	598	386	التفاح المحلي
	Datte	487	617	358	التمر
	Banane	460	475	444	الموز
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1982	2139	1825	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	394	406	381	الدجاج
	Œufs (Unité)	16	17	15	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	97	103	91	حليب البقر (لتر)

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	344,00	345,00	0,29	0,04	-11,74	6,09	10,14	14500	5 002 500,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 398,00	1398,00	0,00	0,16	-0,79	8,99	5,56	11187	15 639 426,00
BIOPHARM	BIO	2 506,00	NC	0,00	0,07	1,22	6,66	6,38	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 090,00	2090,00	0,00	0,54	-7,06	9,97	5,98	15917	33 266 530,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-5,02	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	445,00	NC	0,00	2,19	8,85	4,21	4,72	0	0,00

REVUE « EL DJEICH »

L'Algérie à l'aube de l'émergence

L'Algérie avance à « pas sûrs » vers le statut d'économie émergente, amorçant une transformation profonde de son modèle de développement fondée sur la diversification économique, la souveraineté productive et la valorisation des ressources nationales. Longtemps dépendante des hydrocarbures, l'économie nationale s'engage désormais dans une dynamique de mutation structurelle où la sécurité économique est désormais considérée comme un prolongement direct de la sécurité nationale. Cette orientation stratégique, portée au plus haut niveau de l'État, vise à bâtir une économie capable de produire localement, de réduire les importations et de créer une richesse durable fondée sur le savoir, l'industrie et les ressources minières.

Par Selma R.

Dans son dossier spécial publié dans l'édition de mai 2026, la revue « El Djeich » souligne que cette trajectoire est aujourd'hui reconnue par plusieurs institutions financières internationales, notamment la Banque mondiale, le FMI, la Banque africaine de développement et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement. Ces organismes saluent les performances enregistrées par l'économie algérienne ces dernières années, notamment en matière de croissance, de stabilité financière et d'attractivité des investissements. Le dossier rappelle que le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a plusieurs fois insisté sur la nécessité de rompre avec l'économie de rente et de construire une économie productive fondée sur la consommation de ce que produit le pays. « Un pays qui ne consomme pas ce qu'il produit demeure dépendant et vulnérable », souligne la revue en reprenant les orientations stratégiques du chef de l'État. Cette vision s'est traduite par une série de réformes destinées à relancer l'investissement, encourager la production locale et restaurer la confiance des opérateurs économiques.

Les indicateurs macroéconomiques traduisent déjà cette évolution. Selon le dossier, l'Algérie figure désormais parmi les économies les plus dynamiques du continent africain et du monde arabe. Le pays occupe la troisième place en Afrique en termes de PIB à parité de pouvoir d'achat et se positionne au premier rang au Maghreb. La croissance économique a été soutenue par une amélioration notable des équilibres financiers, tandis que l'inflation, qui atteignait près de 9 % il y a quelques années, a été ramenée à 2,8 % en 2025 grâce aux mesures de régulation du marché et au renforcement de la production

nationale. Cette embellie économique s'accompagne d'un regain d'attractivité pour l'investissement. Près de 19 000 projets ont été enregistrés pour une valeur globale estimée à 61 milliards de dollars. Ces projets devraient permettre la création de près d'un demi-million d'emplois directs, dans des secteurs variés allant de l'industrie manufacturière à l'agriculture, en passant par les services, la logistique et les technologies numériques. Dans le même temps, les exportations hors hydrocarbures ont doublé en l'espace de cinq ans, confirmant l'émergence progressive d'un tissu productif plus diversifié.

La révolution minière au cœur de la nouvelle stratégie économique

Le dossier met particulièrement l'accent sur la « révolution minière » engagée par l'Algérie, présentée comme l'un des principaux moteurs de la nouvelle stratégie économique nationale. Les autorités misent sur l'exploitation des ressources stratégiques afin de transformer le potentiel géologique du pays en puissance industrielle. Le projet du gisement de fer de Gara Djebilet est cité comme l'un des symboles majeurs de cette ambition. Considéré parmi les plus grands gisements de fer au monde, il bénéficie d'importants investissements logistiques, notamment à travers la réalisation d'une ligne ferroviaire de près de 950 kilomètres destinée à relier le sud-ouest aux infrastructures industrielles et portuaires du nord du pays. La revue évoque également le projet intégré de phosphate de Tébessa, appelé à jouer un rôle stratégique dans la sécurité alimentaire nationale et continentale. Ce complexe ambitionne d'assurer l'autosuffisance de l'Algérie en engrais dès 2027 et de positionner le pays comme un acteur régional majeur dans l'industrie des fertilisants. D'autres projets sont égale-

ment en cours dans les filières du zinc et du plomb, notamment dans la région de Béjaïa.

Start-up, innovation et industrie : les nouveaux moteurs de la croissance algérienne

Parallèlement à cette transformation industrielle, l'Algérie accélère sa transition numérique et mise sur l'innovation comme levier de croissance. Le dossier souligne que les start-up sont désormais considérées comme une « richesse nationale » et un pilier de l'économie de demain. Plus de 10 000 entreprises innovantes ont déjà été créées, avec un objectif fixé à 20 000 start-up d'ici 2027. Les autorités misent particulièrement sur les compétences de la jeunesse algérienne dans les domaines de l'intelligence artificielle, des services numériques, des technologies industrielles et des solutions énergétiques innovantes. Cette modernisation s'appuie également sur le développement des infrastructures et sur une meilleure maîtrise technologique nationale. La revue souligne que plusieurs projets structurants ont été réalisés dans des délais réduits grâce à l'intégration de technologies avancées et à la mobilisation des compétences nationales. Dans ce contexte, l'industrie militaire nationale apparaît comme un levier stratégique complémentaire, contribuant à renforcer le tissu industriel et à soutenir les capacités de production locale dans plusieurs secteurs. Selon la revue « El Djeich », l'Algérie cherche à consolider un modèle économique fondé sur la souveraineté, la diversification et la création de valeur locale. Les résultats enregistrés traduisent l'entrée progressive du pays dans une nouvelle phase historique, marquée par l'émergence d'une puissance régionale capable d'assurer sa sécurité économique tout en renforçant son rôle stratégique sur les plans africain, arabe et méditerranéen.

SAA

Lancement de deux nouveaux produits

Le PDG de la Société algérienne des assurances (SAA) Youcef Benmicia a fait état mercredi à Jijel du lancement par la société de deux nouveaux produits d'assurance de la responsabilité civile d'utilisation des drones et d'assurance des cyber-risques pour les entreprises. Dans une déclaration à l'APS en marge du séminaire régional organisé par la SAA sur " l'assurance au service de la croissance économique ", le même responsable a précisé que ces deux nouveaux produits ont été lancés dans le cadre de la modernisation par la société de ses services et produits et permettent de suivre les évolutions opérées dans le monde de la technologie. Il a également affirmé que la SAA poursuit ses efforts de numérisation des services pour assurer des prestations de qualité à travers le lancement de nouvelles plateformes numériques dont celle dédiée à la gestion des sinistres qui permet de présenter des indemnités aux assurés sans aucun papier et en moins de temps, rappelant que la société a versé en 2025 des indemnités totales estimées à 19 milliards DA. M. Benmicia a souligné en outre que l'organisation de ces rencontres s'inscrit dans le cadre de la politique de communication de la société et d'accompagnement constant de ses partenaires et clients pour en protéger les biens.

APS

ALGÉRIE-AFRIQUE

Renforcer la souveraineté par la diplomatie économique

Par Réda Hadi

À la faveur de la visite officielle du président angolais João Lourenço en Algérie, les relations entre Alger et Luanda semblent entrer dans une nouvelle phase marquée par une volonté commune de transformer des liens historiques en un véritable partenariat stratégique. Pour le professeur Nazim Sini, cette dynamique illustre l'émergence d'une diplomatie économique africaine fondée sur la souveraineté, l'investissement et la complémentarité régionale.

Selon l'expert, l'Algérie et l'Angola partagent plusieurs points communs majeurs. Les deux pays sont des puissances énergétiques du continent et membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, un facteur qui renforce leur poids dans un contexte international marqué par les tensions sur les marchés des hydrocarbures. Mais au-delà du pétrole et du gaz, les ambitions affichées dépassent largement le seul secteur énergétique.

Le rapprochement entre Alger et Luanda vise désormais des domaines stratégiques comme l'agriculture, l'industrie, les infrastructures, les transports et la formation professionnelle. Pour Nazim Sini, ces secteurs constituent les piliers indispensables à l'émergence économique africaine et à la

consolidation de la souveraineté des États du continent.

L'expert souligne également que cette coopération ne relève plus uniquement du discours diplomatique. Les accords signés entre l'Algérie et plusieurs pays africains commencent à se traduire concrètement sur le terrain. Il cite notamment les missions économiques algériennes au Tchad, au Niger ou encore en Mauritanie, où des projets d'infrastructures de base sont désormais engagés.

Barrages, routes, réseaux d'assainissement, infrastructures aéroportuaires ou encore corridors logistiques : autant de projets qui témoignent, selon lui, d'un changement d'approche. « L'Afrique a besoin d'investissement et non d'aide au développement », insiste-t-il, rappelant que les infrastructures demeurent la clé de toute transformation économique durable.

Pour l'intervenant, il est essentiel de distinguer commerce et économie. Le commerce repose principalement sur l'achat-revente, tandis que l'économie implique des investissements de long terme mobilisant capital, innovation, financement et emploi. Cette logique permet non seulement de créer des relais de croissance pour l'Algérie, mais aussi d'accompagner l'essor des entreprises nationales à l'étranger. Cette vision stratégique se retrouve égale-

ment dans la coopération avec la Mauritanie. À l'issue de la foire des produits algériens organisée récemment à Nouakchott, les opérateurs mauritaniens ont exprimé un intérêt croissant pour les produits algériens, tout en appelant au renforcement des infrastructures logistiques afin d'accélérer l'acheminement des marchandises. Nazim Sini estime que le développement du continent africain doit impérativement reposer sur trois piliers fondamentaux : l'agriculture, l'industrie et l'énergie. L'agriculture est, selon lui, indispensable pour garantir la souveraineté alimentaire dans un contexte de forte croissance démographique. L'industrie, quant à elle, représente un levier majeur de création de richesse et d'emplois, particulièrement après les leçons tirées de la crise sanitaire du Covid-19 qui a révélé la vulnérabilité des économies dépendantes des importations. Le troisième pilier reste l'énergie, considérée comme la base de toute modernisation économique. « Sans énergie, il n'y a ni industrie performante ni agriculture moderne », résume l'expert, expliquant ainsi pourquoi la coopération énergétique occupe une place centrale dans les relations algéro-angolaises.

L'Algérie entend également mettre son expertise énergétique au service de ses partenaires africains. La visite récente d'ingé-

niers nigériens dans les installations de Sonatrach à Boumerdès illustre cette volonté de partage du savoir-faire algérien dans les hydrocarbures.

Pour Nazim Sini, cette démarche dépasse la simple logique de profit. Former des ingénieurs africains et partager les compétences techniques contribue à renforcer les capacités du continent tout entier. Il estime qu'aucun pays africain ne peut aujourd'hui affronter seul les défis de la mondialisation, des tensions géopolitiques ou des mutations énergétiques.

Dans cette dynamique continentale, la future Banque africaine de l'énergie constitue un projet stratégique majeur. Cette institution devrait permettre de financer les projets énergétiques africains grâce à des capitaux issus du continent lui-même, réduisant ainsi la dépendance envers les bailleurs de fonds étrangers.

L'expert voit également dans la Zone de libre-échange continentale africaine un outil essentiel pour stimuler le commerce intra-africain. Toutefois, il insiste sur la nécessité d'accélérer les réformes réglementaires, douanières et financières afin de lever les freins qui entravent encore les échanges commerciaux sur le continent.

GUELMA

Production prévisionnelle de plus de 160.000 quintaux de semences de céréales

Une production de plus de 160.000 quintaux de semences de céréales toutes variétés confondues est attendue dans la wilaya de Guelma au terme de l'actuelle saison agricole 2025-2026, à-on appris mardi auprès de la Coopérative de céréales et légumes secs (CCLS) de la wilaya. Ces quantités considérables seront réalisées sur une superficie totale de 4.600 hectares appartenant à 90 agriculteurs adhérant au programme d'intensification des semences de céréales, a précisé à l'APS le directeur-adjoint de la coopérative, Nouri Bouchebout. La récolte de cette saison représente une augmentation sensible sensiblement à la saison précédente du fait que 1000 hectares supplémentaires ont été réservés à l'intensification des semences de céréales, selon la même source. La production attendue sera presque "le double" des besoins annuels de la wilaya en semences (blé et orge) augmente entre 80.000 et 90.000 quintaux de sorte à assurer l'autosuffisance de la wilaya en semences de céréales et le surplus sera transféré vers les autres wilayas permettant ainsi de réduire la dépendance envers les semences d'importation et d'en maîtriser la qualité, a ajouté le même cadre. Des sorties de vérification du respect de l'itinéraire technique de cette spéculation seront organisées vers les champs concernés pour en vérifier la conformité aux conditions requises et exhorter les producteurs au tri pour garantir une qualité supérieure des semences, selon encore la même source.

R.E

ADRAR

Lancement de la campagne moisson-battage en milieu ouvert de l'administration pénitentiaire

La campagne moisson-battage a été lancée, mardi, au niveau de l'exploitation céréalière en milieu ouvert pertinent de l'administration pénitentiaire et de la réinsertion sociale, dans la wilaya d'Adrar.

Première expérience réalisée sur une superficie de 30 hectares (ha) irrigués sous-pivot, l'opération s'est vue accorder, en coordination avec les divers acteurs, les moyens humains et matériels nécessaires, dont les moissonneuses-batteuses et les moyens de transport, mobilisés par l'entreprise Agro-drive et la Coopérative des céréales et légumes secs (CCLS), avec un accompagnement des services de la Protection civile.

S'exprimant à cette occasion, le directeur de l'Office national des travaux éducatifs et d'apprentissage (ONTEA) au ministère de la Justice, Abdelghani Amiyar, représentant le Directeur Général de l'administration pénitentiaire et de la réinsertion sociale, a indiqué que cette expérience intervient en application des instructions du ministre de la

Justice, garde des Sceaux, concernant l'orientation des activités agricoles en milieu ouvert vers les cultures stratégiques, à l'effet de contribuer à la consolidation de la sécurité alimentaire nationale, conformément aux directives des hautes instances du paie.

L'opération de mise en valeur agricole, qui a été lancée l'an dernier et ciblant une superficie de 400 ha, avec la réalisation d'un fourrage, se poursuivra au cours des prochaines saisons, par l'exploitation de la totalité de la superficie dédiée aux cultures stratégiques, avec mise en place de pivots d'irrigation, a fait savoir le même responsable.

Présidant le lancement de la campagne, en présence du président de la Cour d'Adrar et du procureur général de la même juridiction, le wali d'Adrar, Fodil Dhoufifi, a salué

les expériences réussies réalisées dans divers domaines en milieu ouvert pertinent de l'administration pénitentiaire et constituant une formation continue de base des pensionnaires et de leur réinsertion socioéconomique après leur élargissement.

En lancement de la campagne moisson-battage, il a été procédé à la signature d'accords de coopération entre l'ONTEA, l'entreprise Agro-drive de mécanisation agricole, l'entreprise Agro-espace et l'Ecole supérieure d'agronomie saharienne d'Adrar.

L'occasion a été également saisie pour l'organisation d'une exposition d'échantillons de produits agricoles cultivés en milieu ouvert, dont des fruits et légumes, des plantes aromatiques, ainsi que des produits d'arboriculture fruitière et de pisciculture.

APS

ORAN

Projet de réalisation d'une école de formation pertinente de "Sonelgaz"

Un projet de réalisation d'une école de formation pertinente de la Société algérienne de l'électricité et du gaz « Sonelgaz » est prévu dans la ville d'Oran, à-on informé auprès des services de la wilaya. Une opération de relogement de quatre familles, qui occupaient temporairement l'ancien bâtiment du lycée "Gadiri Hocine" situé dans le quartier de Sidi El-Houari, vers de nouveaux logements au pôle urbain de Oued Tlalat, a été

effectuée, mardi, à-on fait savoir de même source, ajoutant que cette opération vise à récupérer le bâtiment et à entamer son aménagement pour accueillir le nouvel établissement de formation de Sonelgaz. Le wali d'Oran, Brahim Ouchene, qui a supervisé cette opération, a insisté sur la nécessité d'accélérer l'achèvement de toutes les procédures administratives et organisationnelles liées à la transformation et à l'exploitation du bâtiment,

afin de le remettre dans les plus brefs délais à "Sonelgaz" pour lancer la concrétisation du projet. Selon la société « Sonelgaz », cette structure de formation constituera une valeur ajoutée pour le secteur de l'énergie. Elle sera dédiée à la formation et à la qualification des employés de l'entreprise dans divers domaines liés à ses activités, notamment la maintenance, la sécurité industrielle, la numérisation, la gestion technique, entre autres.

Le projet s'inscrit également dans la démarche de "Sonelgaz" visant à développer les ressources humaines et à améliorer les compétences de son personnel, à travers la mise en place d'espaces de formation modernes adaptés aux transformations technologiques que connaît le secteur de l'énergie, contribuant ainsi à l'amélioration des performances et des prestations au profit des citoyens.

R.E

BATNA

Mise en service de la canalisation de transfert d'eau depuis le barrage de Koudiet Lamdouar jusqu'à la commune d'Aïn Yagout

La canalisation de transfert d'eau depuis le barrage de Koudiet Lamdouar, dans la commune de Timgad (Batna) jusqu'à la commune d'Aïn Yagout a été mise en service, indique un communiqué publié mardi par les services de la wilaya. Selon ce document, cette opération "importante" permettra de renforcer l'alimentation en eau potable (AEP) des habitants de la commune d'Aïn Yagout à la faveur de l'acheminement du précieux liquide depuis l'ouvrage de retenue de Koudiet Lam-

douar vers les réservoirs du centre de cette commune ainsi que vers la conduite principale desservant la mechta de Bir Amar. Il est ajouté, dans le même communiqué, qu'il sera procédé, "dans les prochains jours" à la mise en service d'une station de pompage et de deux réservoirs d'une capacité de 2.000 m3 chacun, entièrement équipés qui compléteront ce projet destiné à améliorer notablement l'alimentation en eau potable au bénéfice des habitants de la commune d'Aïn Yagout et les dif-

férents villages lui sont rattachés ce qui mettra fin aux perturbations en matière d'AEP. La même opération permettra également d'augmenter substantiellement le volume d'eau destiné à l'irrigation des terres agricoles de cette commune dont l'AEP dépend actuellement des puits en exploitation dans le centre d'Aïn Yagout et la région de Dhahr Aâzem, en attendant l'achèvement des travaux de réalisation d'un nouveau fourrage dans cette commune.

De plus, dans le cadre du programme de wilaya visant à renforcer l'AEP, plusieurs autres fourrages seront mis en service dans de nombreuses communes, Beni Foudhala, Gosbat, Ouled Sellam, Guigba, Sefiane et Arris et ce, après la mise en exploitation récente de deux fourrages dans les communes de Kimel et de Maâfa, conclut le communiqué de la wilaya.

APS

TINDOUF

Vaste campagne de reboisement pour la création d'un nouvel espace vert dans la wilaya

Une vaste campagne de reboisement a été lancée, mardi à Tindouf, à proximité de la microzone d'activités du quartier El Hikma, dans le cadre d'un projet visant à créer un nouvel espace vert et un lieu de détente au profit des habitants de la wilaya. L'opération, supervisée par le wali de Tindouf, M. Dahou Mustapha, en présence des autorités locales, a connu une large participation de différentes institutions, directions exécutives, ainsi que d'acteurs de la société civile et d'associations locales. Un nombre important d'arbres a été planté le long de la route nationale RN 50,

constituant une première étape vers la création d'un espace forestier urbain destiné à améliorer le cadre de vie et à conférer une touche esthétique au paysage urbain, indique-t-on.

Dans une déclaration à cette occasion, M. Dahou a expliqué que ce projet s'inscrit dans le cadre des efforts des autorités locales visant à aménager de nouveaux espaces de loisirs pour les citoyens, notamment dans les nouvelles zones d'habitation où ces infrastructures manquent. Le premier responsable de l'exécutif local a précisé que cette opération sera suivie de travaux d'aménagement comprenant l'éclairage

public, les trottoirs et divers équipements nécessaires. Le même responsable a ajouté que le projet a été confié à une entreprise chargée du suivi et de l'entretien des arbres tout au long de l'année, avec remplacement des arbres éventuellement endommagés, afin d'assurer la continuité et la réussite de l'opération, ainsi que la réalisation de ses objectifs environnementaux et esthétiques. Il a également indiqué que ce projet, financé localement avec le soutien du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, contribuera à transformer la zone en une forêt urbaine s'étendant le long de

la route nationale, offrant ainsi un espace de détente aux habitants de la wilaya.

De leur côté, les représentants des associations ayant pris part à cette opération ont exprimé leur satisfaction quant à cette initiative environnementale, affirmant leur volonté d'accompagner les opérations de reboisement et de préservation de l'environnement. Ils ont également souligné l'importance d'impliquer la société civile et les femmes dans ce type de campagnes visant à rendre la ville de Tindouf plus verte et plus belle.

Agence

LA RELATION SOCIALE, L'ÉCHANGE ET LA PRODUCTION

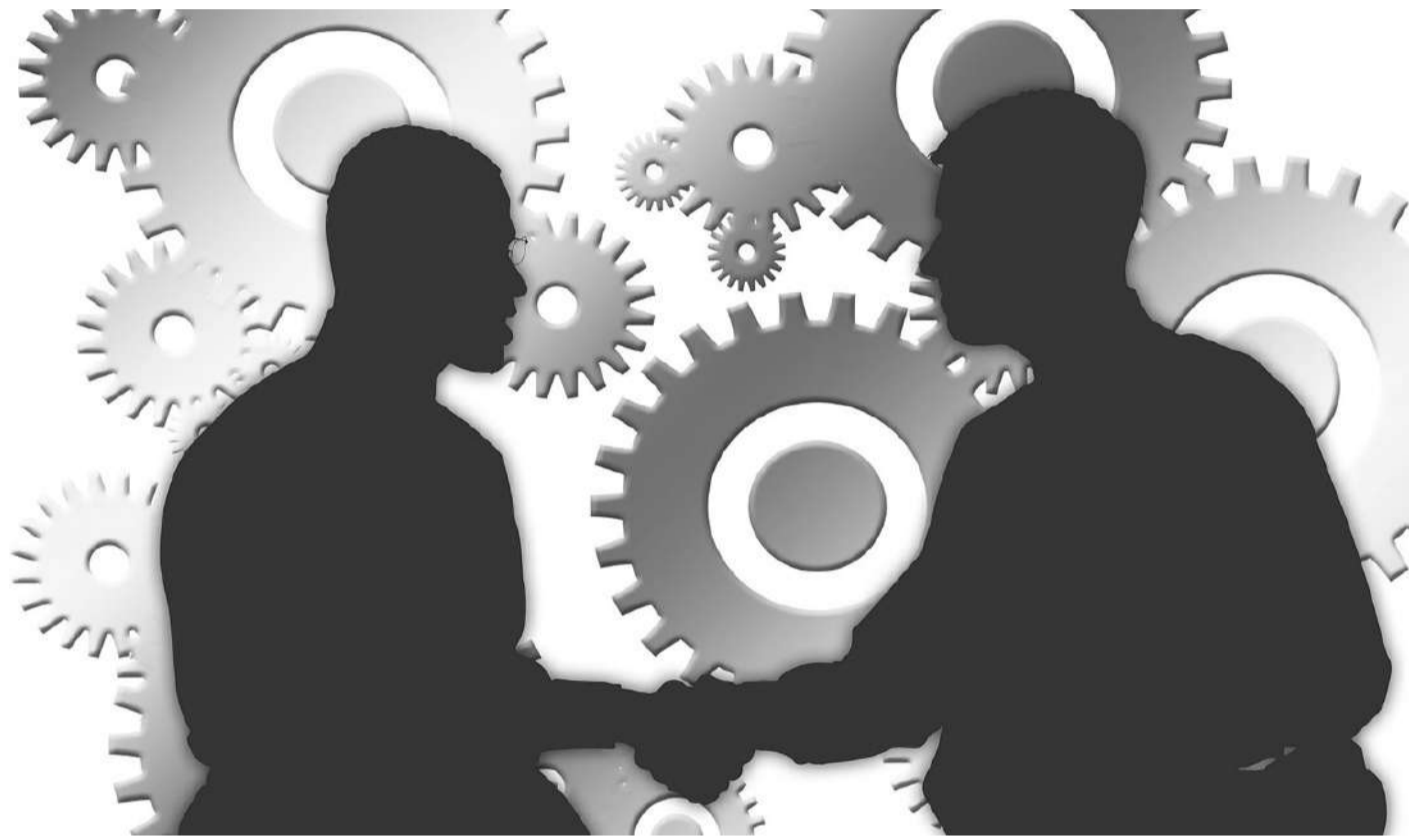
De l'âge de la défiance à l'âge de la confiance

Le marchandage a gagné toutes les relations sociales, mais l'enrichissement ne passe pas par la production. L'intérêt individuel a gagné toutes les relations, mais les intérêts individuels ne convergent pas. La compétition sociale est centrifuge. Par conséquent, les services publics se dégradent. C'est que l'on a eu tendance à réduire les croyances sociales aux croyances de l'homo-economicus occidental.

2^e partie

On reproche à la Chine de ne pas libérer le marché des changes, de maintenir un yuan sous-évalué pour favoriser l'exportation, non seulement cela ne lui a pas fait changer de politique, mais des experts européens proposent désormais une dévaluation de l'euro pour faire face à la compétition chinoise[3]. La différence, c'est qu'il est plus facile de maintenir un yuan sous-évalué que de dévaluer l'euro. La Chine n'a pas fait de la consommation le moteur de sa croissance au contraire de l'Europe. Changer de moteur de croissance est certainement plus aisé dans un cas que dans l'autre. Dévaluer signifierait vouloir vendre plus au monde et acheter moins. Il ne suffit pas de le décider, il faudrait pouvoir battre les Chinois sur les marchés extérieurs ou constituer des blocs politiques. Avec quelle compétitivité les accords d'association avec d'autres économies pourraient le permettre ? Le système tributaire est en route, le monde va de plus en plus dépendre de l'Asie de l'Est. Les efforts politiques et militaires occidentaux pour la diviser ne pourront qu'accroître le désordre du monde.

Echanger dans sa propre monnaie. La surévaluation de la monnaie est le résultat de la comparaison d'une monnaie faible et d'une monnaie forte, de la confrontation d'économies faibles et d'économies fortes. Échanger avec les monnaies en cours sur le marché mondial, c'est comme échanger avec les économies qui les émettent, c'est se soumettre aux lois de leurs échanges et de leurs pratiques monétaires et financières. Certains pays émergents ont compris cela et échangent dans leur propre monnaie. Ils aspirent à échanger leur production selon leurs conditions de production. Quel intérêt trouve-t-on dans l'échange au moyen du dollar quand la production américaine ne domine plus la production mondiale et quand le dollar comme monnaie de réserve mondiale sert à financer le déficit américain ? Pour notre part, quel intérêt aurions-nous à échanger dans notre propre monnaie, à mettre en rapport nos conditions de production avec celles de nos coéchangistes ? La question mérite de ne pas être éludée. Vendre son pétrole en dinars par exemple signifierait que l'on puisse faire du dinar une monnaie d'échange, que nos partenaires puissent acheter nos autres productions. Si nous nous refusons à une telle perspective, il faut s'attendre à ce que nos pétrodollars retournent au dollar et que notre monnaie ne connaisse pas d'autre cours que celui de la dévaluation, nos productions refusant de faire face aux productions du monde.

**Commerce et savoir-faire**

Quand nous importons une machine, nous importons une machine qui convertit des dollars en dinars, savoir si elle peut faire l'inverse, dépend de la destination de sa production : le marché intérieur ou le marché extérieur. Si c'est le marché intérieur, il n'y aura pas conversion de dinars en dollars, nous ne saurons pas, en termes monétaires, la valeur qu'a ajoutée le travail à la valeur de la machine, la mesure se faisant dans deux monnaies disjointes dont une seule se convertit dans l'autre. Nous ne savons pas ce que mesure le dinar dans les termes du dollar. En termes physiques, nous ne savons pas ce que notre travail a ajouté au travail importé : le travail social ne se mesure pas au travail mondial. Mais si c'est le marché extérieur, nous savons à quel taux nous avons converti nos dinars en dollars. La machine importée convertit alors la monnaie dans les deux sens. Avec une monnaie non convertible, il faut manager les deux conversions séparément, mais non indépendamment pour savoir notre part dans la valeur ajoutée. Avec une monnaie surévaluée, de rares productions seront aptes à s'exporter. Elle achète plus de productions au monde qu'elle ne peut lui vendre. Le travail social n'est pas à la mesure du travail mondial.

On peut importer des machines et exporter des produits, ou importer pour exporter (et non consommer). Mais ce n'est là que du commerce. Cela permet peut-être d'équilibrer la balance com-

merciale, mais pas pour longtemps. Quand on importe des machines, que l'on n'apprend pas à produire puis à exporter, on ne produit pas de savoir-faire et l'on ne modifie pas sa place dans la division internationale du travail, on défend seulement un pouvoir d'achat qui tendra malgré tout à séroder. Ce n'est pas de l'hydrogène, par exemple, qu'il faudrait seulement exporter vers l'Europe, il faudrait exporter, de l'apprentissage de la production d'hydrogène pour l'Europe, des machines à produire de l'hydrogène pour les pays d'Afrique. Comme on ne peut isoler la production d'hydrogène d'une chaîne de valeur, ce sont les machines de toute la chaîne de valeur qu'il faudrait envisager de produire et d'exporter. Parmi d'autres, les entreprises de dessalement. Si l'on isole une activité de sa chaîne de valeur, on ne peut envisager de progresser. Il y a une différence entre produire de l'hydrogène et faire produire de l'hydrogène, dans la chaîne de valeur, ceci ne vaut pas cela, ceci est commandé par cela. L'Algérie de par son appartenance au Sahara a tout un projet à proposer à l'Afrique. Le Sahara algérien doit être envisagée comme partie prenante de tout le Sahara, pas seulement comme nouveau réservoir de la consommation algérienne, mais comme bassin de nouvelles industries.

Dans le monde construit par l'Occident, pour sortir de la division internationale primaire du travail, qui fait que lui revient la fabrication des moyens de production et aux pays sous-développés

leur usage et la consommation, il faut compter sur la créativité sociale. C'est sur cette créativité que des sociétés proposent pour résister aux grandes puissances. Créativité qui exploite les failles des grandes puissances qui croient que leur monopole financier et militaire peut venir à bout de toute résistance. Lorsque le contexte rend coûteuse l'expérimentation et moins coûteuse l'importation, il n'y a pas d'apprentissage, pas d'accumulation de savoir-faire et le système de formation finit par tourner à vide. C'est de l'importation et de l'exportation de savoir-faire qu'une nation prend sa place.

Des machines et des institutions

Une analogie entre machines et institutions me semble profitable. Tout est travail et tout est machine, énergie et savoir. Derrière tout processus, la Science cherche des machines, des mécanismes, des lois pour en rendre compte, jusque dans le vivant. Nous avons la Physique et la Biologie pour ce faire. Nous mécanisons, nous automatisons, nous objectivons et subjectivons. Le processus de production est production simultanée de machines, de produits et de producteurs, l'un dans l'autre. Les juxtaposer ne fait pas un processus de production efficient.

(A suivre)

Notes

[3] Rapport 2026 ... op.cit.

TUNISIE

La prochaine feuille de route bancaire doit relancer l'investissement et sauver les PME

À l'issue de sa réunion tenue la semaine dernière avec les premiers responsables des banques actives sur la place financière, consacrée à l'examen du rôle des banques dans le financement de l'économie nationale et aux perspectives de développement du secteur bancaire, Fethi Zouhair Nouri, gouverneur de la Banque centrale de Tunisie (BCT), a annoncé la création d'un groupe de travail placé sous l'égide du Conseil bancaire et financier.

Ce groupe sera chargé, dans un délai maximum d'un mois, d'élaborer une feuille de route opérationnelle comprenant des engagements concrets du secteur bancaire, afin de renforcer le financement de l'économie, soutenir les petites et moyennes entreprises et donner un nouvel élan au développement du secteur.

Le gouverneur de la Banque centrale de Tunisie a également insisté sur l'importance de renforcer la confiance entre les banques, les citoyens et les entreprises, à travers la poursuite de l'amélioration de la qualité des services, la consécration de la transparence tarifaire, la simplification des procédures et le développement des mécanismes d'accompagnement des clients, notamment au profit des petites et moyennes entreprises, tout en orientant davantage les financements vers les secteurs porteurs.

Afin de mieux cerner les principaux obstacles auxquels sont confrontées les PME dans l'accès aux financements nécessaires, ainsi que les éléments que devrait contenir la feuille de route annoncée par le gouverneur de la Banque centrale, Tunisie Numérique a interrogé Mehdi Barbouch, président de la Fédération tunisienne des artisans et des petites et moyennes entreprises, qui a appelé à repenser la relation entre les banques et les PME.

Mehdi Barbouch a estimé que « la relation entre les banques et les petites et moyennes entreprises est davantage une relation fondée sur les garanties qu'un véritable partenariat ». Selon lui, « les banques devraient pourtant être le moteur principal du développement et de l'investissement, mais elles se sont transformées, d'après ses termes, en institutions recherchant le niveau de risque le plus faible ».

« Le chef d'entreprise entre aujourd'hui dans une banque comme un accusé cherchant à se sauver, et non comme un investisseur cherchant à créer de la richesse et des emplois ».

Le président de la Fédération tunisienne des artisans et des PME a ajouté, dans sa déclaration, que « le chef d'entreprise entre aujourd'hui dans une banque comme un accusé cherchant à se sauver, et non comme un investisseur cherchant à créer de la richesse et des emplois ». Il a considéré qu'« une partie importante du secteur bancaire a, de fait, renoncé à remplir son rôle fondamental et social ».

Mehdi Barbouch a affirmé que lorsque les banques cessent de financer les projets productifs, que les garanties deviennent plus importantes que l'idée du projet elle-même, et que l'artisan ou le chef d'entreprise est laissé seul face aux crises, cela signifie que les banques ont abandonné leur rôle essentiel. Il a cité, à ce titre, ce qui s'est produit durant la crise de la Covid-19, lorsque des chefs d'entreprise se sont retrouvés confrontés à des affaires de chèques sans provision.

Dans le même contexte, le président de la Fédération tunisienne des artisans et des petites et moyennes entreprises a estimé que « l'abandon des gouvernements de l'époque », selon ses propos, et leur incapacité à prendre les mesures nécessaires ont aggravé les difficultés des PME. Concernant les principales difficultés auxquelles font face aujourd'hui les petites et moyennes entreprises, Mehdi Barbouch a évoqué les obstacles liés à l'accès aux financements nécessaires, malgré l'effort important fourni par la Banque tunisienne de solidarité dans ce domaine, soulignant toutefois que celle-ci n'est pas en mesure de répondre à toutes les demandes.

Il a également indiqué que le niveau élevé des taux d'intérêt constitue un obstacle pour les PME et les artisans, rendant ces taux, dans de nombreux cas, plus favorables aux banques qu'aux entreprises.

Mehdi Barbouch a qualifié d'abusives les garanties exigées par les banques, affirmant qu'elles dépassent même les capacités de grands investisseurs, en plus de l'absence de souplesse dans la gestion des crises conjoncturelles.

R. I.

ÉGYPTE

Le solaire photovoltaïque pour réduire les coûts de production de 7000 usines

Face à la hausse des coûts énergétiques et aux nouvelles contraintes carbone imposées sur certains marchés internationaux, les industriels cherchent des solutions pour sécuriser leur approvisionnement électrique et préserver leur compétitivité à l'export.

Rédaction Intrenationale

Le gouvernement égyptien prépare le lancement d'un programme national visant à installer jusqu'à 1000 MW de capacités solaires sur les toits d'environ 7000 usines. Le projet baptisé « Industrial Solar Initiative », a été examiné le lundi 11 mai, lors d'une réunion présidée par le Premier ministre Mostafa Madbouly, avec plusieurs membres du gouvernement en charge notamment de l'Industrie, de l'Électricité, des Finances et du Pétrole.

Selon le ministre de l'Industrie Khaled Hashem, l'initiative devrait couvrir près de 10 % du parc industriel agréé du pays. Le programme repose sur une capacité moyenne

d'environ 150 kW par usine, avec des systèmes plus importants pour les sites à forte consommation électrique.

Réduire la dépendance énergétique de l'industrie

Le projet prévoit l'exploitation d'environ 7 millions de mètres carrés de toitures industrielles afin de permettre aux usines de produire directement une partie de leur électricité. Pour les autorités, l'objectif s'inscrit sur deux volets que sont la réduction des coûts de production des industriels et la limitation de la pression croissante sur le réseau électrique national ainsi que sur la consommation de gaz naturel.

Le gouvernement égyptien considère également cette ini-

tiative comme un moyen de renforcer la sécurité énergétique des entreprises industrielles dans un contexte marqué par la volatilité des prix de l'énergie et les tensions sur les approvisionnements. Les PME industrielles et les secteurs fortement consommateurs d'électricité pendant la journée figurent parmi les principaux bénéficiaires ciblés.

Le ministre de l'Électricité, Mahmoud Esmat a indiqué que le programme pourrait aussi générer des économies sur les combustibles conventionnels utilisés pour la production électrique.

L'enjeu des exportations et du carbone

Au-delà de l'énergie, Le Caire

cherche aussi à améliorer la compétitivité de ses exportations industrielles. La réduction de l'empreinte carbone des produits manufacturés devient progressivement un critère d'accès à certains marchés, notamment européens, dans un contexte de durcissement des réglementations environnementales.

Les autorités veulent désormais finaliser rapidement le cadre financier du programme avec plusieurs institutions de financement. Le gouvernement souhaite également étendre l'initiative aux usines implantées dans les zones franches et zones d'investissement, avant une validation officielle du projet par le Conseil des ministres.

SYRIE

TotalEnergies signe un accord de coopération sur l'exploration offshore

TotalEnergies aux côtés de ses partenaires QatarEnergy et ConocoPhillips, a signé aujourd'hui un Memorandum of Understanding (MoU) avec la Syrian Petroleum Company (SPC) relatif à l'exploration du bloc offshore 3 au large de la

Syrie en Mer Méditerranée. Cet accord prévoit une évaluation technique de la zone du bloc offshore 3 par les partenaires et établit un cadre pour les discussions techniques et commerciales relatives aux activités d'exploration sur ce bloc.

« Nous nous félicitons de ce nouveau partenariat avec la Syrian Petroleum Company avec laquelle nous avons eu de longues et fructueuses relations de 1988 à 2011, et nous nous réjouissons de coopérer avec QatarEnergy et ConocoPhillips

pour évaluer les opportunités d'exploration offshore en Mer Méditerranée au large de la Syrie », a déclaré Julien Pouget, Directeur Moyen-Orient et Afrique du Nord de la branche Exploration-Production de TotalEnergies. Agence

PÉTROLE

La Libye relance sa principale raffinerie après deux jours d'arrêt

Les installations pétrolières libyennes sont régulièrement affectées par les violences armées depuis la chute de Mouammar Kadhafi en 2011. En mars dernier, un projectile a touché le champ pétrolier d'Al-Sharara, provoquant un incendie sur le site.

La raffinerie de Zawiya, la plus grande raffinerie opérationnelle de Libye, a repris ses activités dimanche 10 mai après deux jours d'arrêt forcé. L'installation située à environ 40 kilomètres à l'ouest de la capitale Tripoli, avait été mise à l'arrêt vendredi 8 mai à la suite d'affrontements armés qui ont éclaté dans ses environs immédiats.

Dans un communiqué publié le même jour, l'opérateur Az Zawiya Oil Refining Company a indiqué avoir été contraint d'arrêter complètement la raffinerie et d'évacuer tous les pétroliers du port, après que des tirs d'obus ont ciblé plusieurs sites à l'intérieur du complexe. La National oil corporation (NOC) a confirmé que plusieurs projectiles de gros calibre avaient atterri dans diverses parties du complexe, tout en précisant qu'aucun dommage significatif n'avait été constaté à ce stade. Les affrontements sont survenus dans le cadre d'une opération sécuritaire lancée par la Joint Security Room, structure sécuritaire coordonnant plusieurs forces ar-

mées et unités de sécurité opérant dans la région de Tripoli, contre des individus recherchés dans la ville de Zawiya. La direction de la sécurité de la ville a qualifié l'opération de « mesure sécuritaire contre des hors-la-loi », sans identifier les groupes impliqués. Toujours d'après la NOC, l'approvisionnement en carburant de Tripoli et des zones environnantes n'a pas été interrompu durant la période d'arrêt.

Une infrastructure vitale dans un pays sous tension permanente

La raffinerie de Zawiya, avec une capacité de traitement de 120 000 barils par jour et sa connexion directe au champ pétrolier d'Al Sharara, le plus grand de Libye avec une production de 300 000 barils par jour, constitue le principal point d'approvisionnement en carburant de l'ouest du pays, selon la NOC. Son arrêt, même bref, expose directement Tripoli et ses environs à des risques de pénurie. Déjà en décembre 2024, des affrontements armés avaient contraint la NOC à décréter la force majeure après que des tirs avaient enflammé plusieurs réservoirs de stockage de la raffinerie. Des perturbations similaires avaient également été enregistrées en septembre 2025.

Le champ d'Al Sharara lui-même a connu plusieurs fermetures forcées ces dernières années. D'après S&P Global Commodity Insights, sa production avait été partiellement suspendue en août 2024 après l'intrusion de manifestants dans la salle des opérations, tandis qu'en janvier 2024, des protestataires de la ville d'Ubari avaient imposé une fermeture temporaire pour dénoncer des pénuries de carburant. Face à la répétition des incidents, Az Zawiya Oil Refining Company a publiquement sollicité l'intervention des autorités. Dans son communiqué, l'opérateur a appelé « toutes les autorités officielles de l'État à intervenir rapidement et à tenir les conflits armés à l'écart des installations vitales, afin de protéger les travailleurs et les résidents des zones environnantes et d'assurer la continuité sécurisée des opérations ».

La raffinerie de Zawiya génère à elle seule environ un million de dollars par jour, selon des données rapportées par le média The National. Alors que le pétrole représente plus de 95 % des exportations et finance l'essentiel du budget de l'État selon la Banque mondiale, chaque arrêt de ce type pèse directement sur les finances publiques.

R. I.

NIGERIA

La flambée du carburant d'aviation accentue les problèmes des compagnies aériennes

Déjà confrontées à la volatilité du naira, aux coûts croissants de maintenance et aux contraintes d'infrastructures, les compagnies aériennes nigérianes subissent de nouvelles pressions liées à l'envolée du prix du carburant d'aviation et aux pénuries d'approvisionnement.

Synthèse Rédaction Internationale

Le transport aérien nigérian connaît à une nouvelle phase de tensions opérationnelles. Après plusieurs semaines marquées par une hausse continue des coûts du Jet A1, les compagnies doivent désormais gérer des perturbations liées aux difficultés d'approvisionnement en carburant d'aviation. Les retombées se multiplient dans le transport domestique, notamment des retards de vols, des réaménagements d'horaires, la réduction de fréquences et la suspension temporaire de certaines routes, qui illustrent les efforts d'adaptation des transporteurs. Le syndicat représentant les pilotes et les ingénieurs aéronautiques (NAAPE) estime que la crise commence à poser des risques sérieux pour le fonctionnement du secteur. Selon son président, Bunmi Gindeh, « les perturbations liées aux pénuries de Jet A1 allongent les périodes de service des équipages au-delà des paramètres initialement prévus ». Il avertit que la fatigue des personnels navigants pourrait progressivement réduire certaines marges de sécurité dans les opérations aériennes. La NAAPE souligne par ailleurs que les retards et modifications de programmes compliquent la gestion des rotations d'équipage, des opérations de maintenance et des temps de repos réglementaires.

Pour elle, la situation nécessite une intervention rapide des autorités fédérales, du régulateur de l'aviation civile, du régulateur de l'aval pétrolier (NMDPRA) et des fournisseurs de carburant.

Des coûts devenus difficilement soutenables

Cette crise arrive dans un environnement déjà fragile pour les transporteurs nigériens, qui font face depuis quelques années à la volatilité du marché des changes, à la hausse des coûts d'entretien des appareils et aux contraintes d'infrastructures aéroportuaires. Dans ce contexte, le carburant reste l'un des postes de dépenses les plus lourds, les compagnies estimant qu'il représente environ 40 % de leurs coûts d'exploitation. Or, les prix du Jet A1 ont fortement progressé ces derniers mois. Plusieurs opérateurs évoquent des hausses supérieures à 300 %, tandis que certains parlent d'un coût désormais plus de quatre fois supérieur aux niveaux précédents. Cette évolution commence à remettre en cause la rentabilité de certaines dessertes domestiques. La semaine dernière, Rano Air a annoncé la suspension temporaire de plusieurs routes, expliquant que l'augmentation du prix du carburant avait rendu certaines opérations « commercialement non viables ». La compagnie n'a pas précisé les lignes

concernées, mais affirme vouloir reprendre les vols lorsque les conditions redeviendront soutenables. D'après Reuters, d'autres compagnies auraient également commencé à réduire certaines fréquences ou à annuler des vols jugés insuffisamment rentables dans le contexte actuel.

Des risques opérationnels et économiques plus larges

Pour les passagers, les conséquences deviennent visibles à travers les reports de vols, les changements d'horaires, et la baisse progressive des options disponibles sur certaines liaisons. Mais les inquiétudes dans le secteur dépassent la seule question commerciale. Les professionnels alertent aussi sur les effets indirects des perturbations répétées sur la planification opérationnelle. Selon la NAAPE, l'instabilité des approvisionnements exerce une pression croissante sur les rotations des appareils, les délais de maintenance et l'organisation générale des opérations aériennes. Le syndicat souligne également que les avions immobilisés ou retardés continuent de générer des coûts fixes importants pour les compagnies, sans produire de revenus supplémentaires. Cette situation pourrait progressivement affecter leur stabilité financière et les conditions de travail de leur personnel.

MALI

La plus grande mine d'or se relance avec 80 000 onces au 1^{er} trimestre 2026

Après avoir passé une grande partie de l'année 2025 à l'arrêt, les opérations minières ont officiellement repris en décembre dernier sur la mine d'or Loulo-Gounkoto. Une avancée rendue possible par la résolution du litige opposant son opérateur canadien Barrick Mining et l'État malien. Pour son premier trimestre complet d'exploitation depuis son arrêt en 2025, la mine d'or Loulo-Gounkoto a produit un total de 80 000 onces entre janvier et mars 2026. Son opérateur canadien Barrick Mining en a fait l'annonce dans son rapport financier publié lundi 11 mai, évoquant une reprise des activités plus rapide que prévu dans le cadre du redémarrage de cet actif considéré comme le plus grand complexe aurifère du Mali. Loulo-Gounkoto est en effet restée à l'arrêt durant une grande partie de l'exercice écoulé, sur fond d'intensification du litige de longue date opposant Barrick Mining au gouvernement malien autour de l'application du nouveau Code minier de 2023. À la faveur d'un accord de résolution conclu entre les deux parties, la compagnie a toutefois relancé les opérations à la mi-décembre, indiquant n'avoir produit qu'environ 36 200 onces d'or en 2025 à cause de la situation, contre 723 000 onces un an plus tôt. Pour la ramener ainsi à ses niveaux d'avant suspension, une phase de montée en puissance progressive est en cours sur la mine, le premier trimestre marquant les prémices de cette stratégie. Un démarrage plutôt positif si l'on en croit Barrick qui fait notamment état de performances supérieures aux prévisions, en termes d'extraction et de traitement des minerais à l'usine. Les objectifs annuels de production sont ainsi maintenus, avec une cible pouvant atteindre 362 500 onces.

POUR MODERNISER L'ÉLEVAGE

La Côte d'Ivoire veut s'inspirer du modèle brésilien

En Côte d'Ivoire, le secteur des ressources animales et halieutiques contribue à hauteur de 5 % au PIB agricole. Les autorités poursuivent les initiatives visant à moderniser le secteur afin de renforcer l'offre locale en protéines et réduire la dépendance aux importations. La Côte d'Ivoire a officialisé, le 8 mai dernier, un partenariat avec la Compagnie de Développement des Vallées du São Francisco et du Paranaíba (CODEVASF), une entreprise publique brésilienne spécialisée dans le développement intégré du

secteur primaire. L'accord a été formalisé par Sidi Tiémoko Touré, ministre des Ressources animales et halieutiques et le directeur de la revitalisation au sein du CODEVASF, José Vivaldo Mendonça. Selon les autorités, cette coopération vise à favoriser le transfert et l'adaptation en Côte d'Ivoire du modèle brésilien de développement intégré du secteur primaire. Avec plus de cinquante années d'expérience, la CODEVASF devrait accompagner la Côte d'Ivoire dans la modernisation et l'industrialisation des filières animales et halieutiques.

à travers l'aménagement territorial, la structuration des chaînes de valeur et la gestion intégrée des ressources. « Cette coopération stratégique devrait contribuer durablement au renforcement de la sécurité protéique des populations, tout en positionnant la Côte d'Ivoire comme un pôle régional d'excellence dans le domaine des ressources animales et halieutiques », indique le ministère ivoirien des Ressources animales et halieutiques. Il convient de noter que le Brésil s'est imposé au fil des décennies comme une puissance mondiale dans les secteurs de l'élevage, de l'agriculture tropicale et de l'agroalimentaire grâce à d'importants investissements dans la recherche, les infrastructures et l'intégration des chaînes de valeur. Les données compilées par la FAO montrent par exemple que le pays sud-américain s'impose comme le deuxième producteur mondial de viande bovine après les États-Unis tout en occupant le rang de premier exportateur mondial. Le Brésil est également le 5^{ème} producteur mondial de produits laitiers après l'Inde,

les États-Unis, le Pakistan et la Chine. Pour la Côte d'Ivoire qui dépend encore des importations pour près de la moitié de ses besoins en protéines animales, l'enjeu d'une telle collaboration sera d'accélérer la montée en puissance de l'industrie locale. Selon les statistiques officielles, les importations ivoiriennes de viandes et abats se sont élevées à 164 269 tonnes équivalent carcasse (TEC), soit un taux de contribution de 51 % à la couverture de la consommation nationale en 2024.

R. I.

AFRIQUE DU SUD

Le Port de Cape Town Transnet lance un appel d'offres pour la concession du terminal de vrac liquide

Confrontée à une érosion de sa compétitivité logistique, l'Afrique du Sud accélère l'ouverture de ses ports aux investisseurs privés. Les autorités misent sur des PPP pour moderniser des installations vieillissantes et relancer les flux commerciaux. Transnet National Ports Authority (TNPA), l'autorité portuaire publique sud-africaine, a lancé un appel d'offres pour trouver un opérateur privé qui exploitera le terminal de vrac liquide du port de Cape Town, dans le cadre d'une concession de 25 ans. Le futur concessionnaire sera concrètement chargé de financer, réhabiliter, entretenir et exploiter les installa-

tions (un parc de stockage composé de 8 réservoirs pour une capacité totale d'environ 44 430 m³, ainsi qu'un entrepôt adjacent et un bâtiment administratif), avec la possibilité de développer de nouvelles infrastructures, avant leur transfert à l'autorité portuaire à l'issue du contrat. Selon la TNPA, cette opération vise à préserver et améliorer les capacités de traitement des vrac liquides, tout en optimisant l'utilisation des infrastructures grâce à l'implication du secteur privé. « Le port du Cap est stratégiquement positionné pour soutenir diverses opérations liées au transport de liquides en vrac. Cet appel d'offres ouvre la voie à

une participation accrue du secteur privé afin d'augmenter les volumes de marchandises, tout en renforçant les capacités de soutage et la génération de revenus », a déclaré Ophelia Shabane, directrice par intérim du port. Cette initiative s'inscrit dans la stratégie sud-africaine de redressement des performances logistiques nationales. Longtemps parmi les plus performants du continent, les ports du pays connaissent depuis plusieurs années une dégradation de leurs capacités opérationnelles, en raison notamment d'un sous-investissement dans les infrastructures. Congestion des terminaux, allongement

des durées d'escale des navires et capacités limitées ont progressivement réduit l'attractivité commerciale des plateformes. À cela s'ajoutent les difficultés persistantes du réseau ferroviaire, autre maillon critique de la chaîne logistique nationale. Avec l'appui du gouvernement, Transnet, le groupe public chargé des infrastructures portuaires et ferroviaires, accélère ainsi le recours aux partenariats public-privé (PPP) pour mobiliser des capitaux, moderniser les équipements et relancer les corridors destinés à fluidifier le transport des marchandises.

R. E.

POINT-MARCHÉS

Wall Street vue en ordre dispersé, l'Europe rebondit malgré l'incertitude géopolitique

Wall Street est attendue en ordre dispersé et les Bourses européennes rebondissent mercredi à mi-séance, à l'exception de Paris, portées par la légère baisse des cours du pétrole et les résultats des entreprises, tandis que les investisseurs surveillent le sommet entre la Chine et les États-Unis qui se tient à Pékin sur fond d'impasse diplomatique au Moyen-Orient.

Les futures sur indices new-yorkais signalent une ouverture en baisse de 0,30% pour le Dow Jones, et en hausse de 0,23% pour le Standard & Poor's-500 et de 0,72% pour le Nasdaq. À Paris, le CAC 40 perd 0,38% et évolue sous la barre des 8.000 points à 7.949,73 vers 11h35 GMT. À Francfort, le Dax prend 0,84% et à Londres, le FTSE est stable (+0,01%).

L'indice EuroStoxx 50 prend 0,39% et le FTSEurofirst 300 gagne 0,35%. Le Stoxx 600, qui a perdu plus de 1% la veille, s'adapte à 0,32%.

Le président américain Donald Trump est attendu mercredi en Chine pour une rencontre avec son homologue Xi Jinping, et les investisseurs attendent de voir si l'influence de Pékin sur Téhéran pourra permettre de débloquent l'impasse diplomatique entre les États-Unis et l'Iran.

Le locataire de la Maison blanche, qui a qualifié cette semaine d'"inacceptable" la réponse iranienne à sa proposition d'accord, a toutefois déclaré qu'il ne pensait pas avoir besoin de l'aide de la Chine pour mettre fin à la guerre.

"Le scénario privilégié par les marchés serait que la Chine parvienne à influencer le cessez-le-feu ou le processus de paix en Iran, mais cela est jugé relativement improbable", avertit Amélie Derambure, gestionnaire de portefeuille chez Amundi.

Les prix du pétrole baissent légèrement mercredi, offrant un répit, même si la fermeture de facto du détroit d'Ormuz maintient les cours au-dessus des 100 dollars le baril, ce qui alimente l'inflation et freine la croissance mondiale.

Les bénéfices des entreprises européennes devraient, dans l'ensemble, enregistrer leur plus forte hausse depuis trois ans au premier trimestre, portés par la forte croissance des secteurs de l'énergie et de la finance, mais à mesure que la guerre se prolonge, l'inquiétude grandit.

Dans sa dernière note de conjoncture mensuelle, publiée mardi, la Banque de France (BdF) a renoncé à établir une prévision de croissance pour le deuxième trimestre, citant l'incertitude élevée entourant les effets de la guerre au Moyen-Orient sur l'activité économique, tandis que la deuxième estimation du produit intérieur brut (PIB) de la zone euro pour la période janvier-fin mars a confirmé mercredi le ralentissement de la croissance au premier trimestre 2026.

Le taux de chômage dans la deuxième économie de la zone euro a pour sa part augmenté au premier trimestre à 8,1% de la population active, son plus haut niveau depuis le premier trimestre de 2021.

Les craintes inflationnistes persistent également, d'autant plus que les opérateurs ont

appris mardi que les prix à la consommation aux États-Unis avaient atteint leur plus haut niveau depuis trois ans en avril, l'inflation liée à l'énergie représentant plus de 40% de ce bond.

L'indice des prix à la production (PPI) aux États-Unis, attendu à 12h30 GMT, devrait apporter davantage de détails sur l'impact de la guerre sur l'activité économique.

LES VALEURS À SUIVRE À WALL STREET

Valeurs en Europe

De nombreuses publications rythment les échanges en Europe. À Paris, Alstom gagne 2,8% après que le fabricant du TGV a publié un résultat d'exploitation ajusté annuel globalement stable.

Le fabricant français de tubes en acier Vallorec grimpe de 8,67% après une hausse de 4% de son bénéfice d'exploitation au premier trimestre et le groupe d'investissement Eurazeo prend 1,19% après avoir fait état d'actifs sous gestion (AUM) en hausse de 7% sur un an à fin mars.

Ailleurs en Europe, Zurich Insurance prend 3,40% à la faveur d'une hausse des primes brutes émises au premier trimestre pour son activité d'assurance dommages, tandis qu'Allianz avance de 1,33% grâce à un bond de 52% de son bénéfice net trimestriel.

Merck KGaA grimpe de plus de 8% après avoir relevé sa prévision de résultat d'exploitation ajusté pour cette année.

Adecco plonge de plus de 10%, les analystes pointant une marge brute sous les attentes qui contrebalance une croissance organique du chiffre d'affaires meilleure que prévu.

ABN Amro bondit de 7,15%, la banque néerlandaise ayant publié un bénéfice trimestriel en hausse de 12% sur un an, au-dessus des attentes.

Sur le Stoxx 600, les valeurs technologiques progressent de 2%, portées par l'industrie des semi-conducteurs. Infineon Technologies, STMicroelectronics et Aixtron grimpent entre 6% à 9%.

Taux

Les rendements des obligations d'État allemandes restent proches de leurs plus hauts niveaux depuis plusieurs années, les investisseurs s'attendant à ce que la Banque centrale européenne (BCE) procède à des hausses de taux d'ici la fin de l'année pour lutter contre l'inflation.

Après un gain de 5,5 points de base mardi, le rendement du Bund allemand à 10 ans prend 0,7 point de base à 3,1050%, tandis que celui de l'obligation à deux ans est plutôt stable à 2,7070%.

Le gestionnaire d'actifs Jupiter estime toutefois que le marché anticipe un nombre trop

élevé de hausses de taux de la part de la BCE.

"Le marché anticipe désormais jusqu'à trois hausses de taux, ce qui semble exagéré", a déclaré Ariel Bezalel, gestionnaire de placements, en soulignant les signes de ralentissement de la croissance économique européenne, tels que les chiffres du chômage en France.

Au Royaume-Uni, les rendements sont plutôt stables mercredi, même si les opérateurs restent sur le qui-vive face à la situation politique agitée, le Premier ministre britannique, Keir Starmer, luttant pour sa survie politique.

Aux États-Unis, les rendements sont en légère baisse, après une hausse la veille liée aux chiffres de l'inflation et à l'impact des tensions géopolitiques. Le rendement des Treasuries à dix ans perd 0,6 point de base à 4,4669%. Le deux ans perd près d'un point de base à 3,9875%.

Les données de l'inflation américaine ont mis en évidence les répercussions économiques

de la guerre en Iran, et les opérateurs y voient un facteur qui augmente la probabilité que les banques centrales soient contraintes de relever leurs taux plus tôt que prévu.

Le Sénat américain a par ailleurs confirmé mardi la nomination de Kevin Warsh au poste de gouverneur de la Réserve fédérale (Fed) pour un mandat de 14 ans et doit désormais se prononcer sur sa confirmation pour un mandat de quatre ans à la présidence de la Fed, dans le cadre d'un vote distinct prévu ce mercredi.

CHANGES

Le dollar gagne 0,18% face à un panier de devises de référence, se maintenant près de son pic d'une semaine après les chiffres élevés de l'inflation américaine et dans un contexte d'incertitude géopolitique.

L'euro perd 0,2% à 1,1713 dollar. La livre sterling recule de 0,23% sur fond de crise politique au Royaume-Uni.

Agence

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN



COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 13 Mai 2026
Valeur : 15 Mai 2026

BASE	DEVISES	COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD US DOLLAR	132.3639	132.3789
1	EUR EURO	154.9584	155.0025
1	GBP POUND STERLING	178.9669	179.0114
100	JPY JAPANESE YEN	83.8702	83.8850
1	CNY CHINESE YUAN	19.4917	19.4944
1	CHF SWISS FRANC	169.3066	169.3908
1	CAD CANADIAN DOLLAR	96.5666	96.5987
1	DKK DANISH KRONE	20.7399	20.7458
1	SEK SWEDISH KRONA	14.2226	14.2265
1	NOK NORWEGIAN KRONE	14.3839	14.4111
1	AED UAE DIRHAM	36.0350	36.0480
1	SAR SAUDI RIYAL	35.2745	35.2803
1	KWD KUWAITI DINAR	431.9971	432.1871
1	TND TUNISIAN DINAR	45.2789	45.7340
1	MAD MOROCCAN DIRHAM	14.5066	14.5082
1	LYD LIBYAN DINAR	20.8687	20.9759
1	MRU MAURITANIAN OUGUIYA	3.3199	3.3303
1	SDR SPEC. DRA. RIGHTS	181.8352	181.8352

ELLE EST PROCHE DE L'ÉQUILIBRE

La Bourse de Paris prudente face aux incertitudes

La Bourse de Paris évolue proche de l'équilibre mercredi matin, temporisant après quatre jours de baisse ayant ramené l'indice du CAC 40 sous le seuil des 8.000 points.

Les investisseurs restent tiraillés entre les résultats du jour et les perspectives moroses.

A 10h30 (heure de Paris), le CAC 40 progressait de 6,30 points (+0,08%) à 7.986 points.

Mardi, le panier des 40 principales valeurs parisiennes avait conclu une quatrième journée de baisse d'affilée perdant 76,46 points (-0,95%) à 7.979,92 points.

D'un jour à l'autre, le contexte n'a pas pour autant évolué. Aucun accord n'est en vue dans le conflit au Moyen-Orient, au moment où Donald Trump se rend en Chine.

La fermeture du détroit d'Ormuz maintient les deux références mondiales du pétrole au-dessus du seuil des 100 dollars. A 10h30 de Paris, le pétrole Brent s'échangeait à 106,99 dollars le baril (-0,72%), et le WTI américain à 101,27 dollars le baril (-0,89%).

"Les stocks mondiaux de pétrole se contractent déjà à un rythme record", a prévenu l'Agence internationale de l'énergie (AIE).

La hausse des prix de l'énergie alimente l'inflation (+2,2% sur un an en France au mois d'avril, +3,8% aux États-Unis). Mardi, la baisse sur les marchés mondiaux a même touché les valeurs de la tech, qui avaient permis aux indices américains de battre des records malgré le conflit au Moyen-Orient.

Le Nasdaq a reculé (-0,71%). En France, le fabricant de semi-conducteurs STMicroelectronics a aussi subi un recul (-5,22%, à 47,68 euros).

Mercredi matin, STMicroelectronics est repassé en tête du palmarès des valeurs les plus recherchées à

Paris (+5,34%, 50,22 euros), alors que l'enthousiasme des investisseurs pour la tech repart, après les prises de bénéfices de la veille.

Alstom, Eurazeo et Vallorec salués, Eiffage déçoit

Hors CAC 40, Alstom progressait (+3,74%, 17,46 euros) après l'annonce de ses résultats trimestriels. Porté par la demande mondiale de rames de train et de métro, Alstom a doublé son résultat net annuel et accru son chiffre d'affaires mais sa marge a reculé à 6,1%, d'après ses résultats annuels (avril 2025-avril

2026). La société d'investissement Eurazeo (+1,91% à 47,9 euros) a, elle, annoncé une hausse sur un an de 7% de ses actifs gérés à la fin du premier trimestre, à 39,2 milliards d'euros.

Enfin, l'action Vallorec bondissait aussi (+5,42%, à 25,30 euros), malgré un chiffre d'affaires au premier trimestre en recul de 7% à 975 millions de dollars (environ 830 millions d'euros).

Au sein du CAC 40, l'action du constructeur Eiffage reculait de son côté, après l'annonce des résultats trimestriels (-0,92% à 134,40 euros).

SUR FONDS DE TENSIONS COMMERCIALES ET GÉOPOLITIQUES

Donald Trump en visite en Chine

Donald Trump entame une visite de 2 jours en Chine, la première d'un président américain depuis près de 10 ans. Ce déplacement vise à relancer le dialogue avec Xi Jinping et à apaiser des relations tendues par les différends commerciaux, la question de Taïwan et le conflit au Moyen-Orient.

Donald Trump entame un séjour de deux jours en Chine. Cette visite diplomatique très attendue marque le premier voyage d'un président américain dans le pays depuis près de 10 ans - le précédent déplacement revenant aussi au milliardaire, lors de son premier mandat.

Au cours de son séjour, le président américain doit échanger avec son homologue chinois Xi Jinping. L'objectif : apaiser les relations commerciales entre Washington et Pékin, mises à mal par la politique douanière américaine et les tensions géopolitiques autour de Taïwan et de la guerre au Moyen-Orient.

Une quinzaine de grands patrons américains sont du voyage, parmi lesquels Jensen Huang, le PDG de Nvidia, Elon Musk pour Tesla ou encore Tim Cook, patron d'Apple.

"Je demanderai au président Xi, un dirigeant d'une extraordinaire distinction, d'"ouvrir" la Chine afin que ces personnes brillantes puissent opérer leur magie et contribuer à porter la République populaire à un niveau encore plus élevé !" a écrit Donald Trump sur les réseaux sociaux après son départ de Washington.

Washington espère conclure plusieurs accords commerciaux, notamment une augmentation des achats de produits agricoles ou d'avions américains par la Chine.

Pékin, de son côté, dispose de plusieurs atouts stratégiques, parmi lesquels son contrôle sur les exportations de terres rares et ses liens diplomatiques privilégiés avec Téhéran.

Peu avant son départ des États-Unis, Donald

Trump a minimisé les désaccords avec Pékin, déclarant aux journalistes : "Je ne pense pas que nous ayons besoin d'aide avec l'Iran" de la part de la Chine, a-t-il déclaré.

Le ministre chinois des Affaires étrangères a exhorté mardi son homologue pakistanais à intensifier les efforts de médiation entre l'Iran et les États-Unis.

Le séjour chargé du président américain comprend un banquet d'État dans le Grand Hall du Peuple de Pékin et une réception autour d'un thé.

Donald Trump a déclaré lundi qu'il s'entreferait avec Xi Jinping au sujet des ventes d'armes américaines à Taïwan, de la démocratie autonome revendiquée Taïwan, s'écartant ainsi de l'insistance historique des États-Unis à ne pas consulter Pékin sur leur soutien à l'île. Les deux parties doivent aussi discuter de la prolongation d'une trêve d'un an dans leur guerre tarifaire, à laquelle Donald Trump et Xi Jinping sont parvenus lors de leur dernière rencontre en Corée du Sud en octobre.

La tension qui règne avant le sommet des superpuissances était déjà visible dans les rues de Pékin, la police surveillant les principaux carrefours et vérifiant les cartes d'identité des passagers du métro, ont constaté des journalistes dans la ville.

"C'est vraiment une grande affaire", a déclaré Wen Wen, une jeune femme de 24 ans en provenance de la ville de Nanjing, dans l'est du pays, interrogée par l'agence de presse AFP sur la visite de M. Trump.

"Des progrès seront certainement réalisés", a-t-elle dit, notant qu'elle espérait que la Chine et les États-Unis puissent assurer "une paix durable" malgré "l'instabilité récente de la situation mondiale".

Les États-Unis et la Chine cherchent depuis longtemps à stabiliser leurs relations, bien qu'ils se considèrent de plus en plus comme des adversaires sur le plan commercial et géopolitique.

Donald Trump a vanté à plusieurs reprises ses relations personnelles étroites avec Xi Jinping, soulignant qu'elles empêcheraient une invasion de Taïwan par la Chine.

"Je pense que tout ira bien. J'ai une très bonne relation avec le président Xi. Il sait que je ne veux pas que cela se produise", a-t-il déclaré.

Le voyage de Donald Trump sera suivi de près par Taïwan et ses alliés asiatiques, qui chercheront à déceler tout signe d'affaiblissement du soutien américain.

Pékin a gagné en confiance et en assurance depuis le voyage de Trump en 2017 et le président américain se trouve dans une position affaiblie alors qu'il cherche une issue à sa guerre contre l'Iran.

Mais le sommet intervient également à un moment incertain pour l'économie chinoise, qui a lutté ces dernières années avec des dépenses intérieures atones et une crise de la dette prolongée dans le secteur de l'immobilier autrefois florissant.

POUR STIMULER LA CROISSANCE ET L'EMPLOI DANS LES PAYS PARTENAIRES

Le Danemark mise sur la diplomatie économique

Le Danemark entend renforcer sa stratégie de coopération internationale en plaçant la diplomatie économique au cœur de son action pour la période 2026-2029. À travers une approche axée sur les intérêts communs avec les pays partenaires, Copenhague ambitionne de favoriser la création d'emplois, d'encourager les investissements privés et de soutenir une croissance économique durable, tout en ouvrant de nouvelles opportunités aux entreprises danoises.

Cette orientation traduit une conviction forte des autorités danoises : le développement économique demeure l'un des leviers les plus efficaces pour réduire la pauvreté et améliorer les conditions de vie des populations. Le gouvernement danois considère ainsi que le renforcement des partenariats économiques internationaux peut générer des bénéfices mutuels, à la fois pour les économies en développement et pour les entreprises danoises désireuses de se positionner sur de nouveaux marchés.

Dans cette perspective, le Danemark souhaite renforcer les synergies entre aide au développement et coopération économique. L'objectif est d'accompagner les pays partenaires dans la mise en place de conditions favorables à l'investissement et à l'entrepreneuriat, notamment à travers l'amélioration du climat des affaires, le respect de l'État de droit et la lutte contre la corruption.

Les autorités danoises estiment qu'un environnement économique stable et transparent constitue une condition essentielle pour attirer les capitaux privés et encourager la création d'activités génératrices d'emplois. En favorisant l'émergence de sociétés plus stables et résilientes, cette stratégie vise également à consolider les bases d'une croissance durable à long terme.

Le gouvernement danois prévoit ainsi de lan-

cer une série d'initiatives concrètes durant les prochaines années. Parmi les priorités annoncées figure la modernisation des instruments économiques existants afin de mieux répondre aux besoins des entreprises et des pays partenaires. De nouveaux mécanismes de financement devraient également voir le jour, avec un accent particulier sur la simplification de l'accès aux financements dans les marchés émergents et les économies en développement.

Cette approche vise notamment à accompagner les entreprises danoises dans leurs projets internationaux tout en soutenant les besoins de développement des pays partenaires. Les autorités danoises souhaitent mettre en place des solutions de financement plus cohérentes et renforcer l'accompagnement des acteurs économiques engagés dans des projets d'investissement à l'étranger.

La création d'emplois occupe également une place centrale dans cette stratégie. Le Danemark entend intensifier ses efforts pour soutenir l'emploi dans les pays du Sud, en particulier dans les régions confrontées à une forte pression démographique et à un manque d'opportunités professionnelles pour les jeunes.

Dans ce cadre, une coopération étroite avec le secteur privé est envisagée afin de stimuler la création d'emplois décents et durables. Les entreprises sont appelées à jouer un rôle majeur dans le développement des économies locales, notamment à travers des investissements productifs, des programmes de formation et le transfert de compétences.

Le renforcement des chaînes de valeur durables figure aussi parmi les axes prioritaires de la stratégie danoise. Les autorités souhaitent soutenir davantage les entreprises locales, particulièrement en Afrique, grâce à des programmes d'accompagnement, de formation et de renforcement des capacités. L'objectif

est de permettre aux économies partenaires de mieux intégrer les échanges commerciaux internationaux et de développer des secteurs productifs capables de générer de la valeur ajoutée locale.

Dans ce contexte, les initiatives européennes du programme Global Gateway occupent une place importante dans la vision danoise de la coopération au développement. Ce programme vise à promouvoir des investissements stratégiques dans les infrastructures, en réponse aux besoins exprimés par les pays partenaires.

Le Danemark considère que les investissements privés sont indispensables à la concrétisation de ces grands projets d'infrastructure, notamment dans les domaines de l'énergie, des transports, de la connectivité numérique ou encore de l'eau. Les entreprises danoises, reconnues pour leur expertise dans plusieurs secteurs technologiques et industriels, sont appelées à contribuer activement à ces initiatives.

Les pays partenaires manifestent également un intérêt croissant pour le renforcement des échanges commerciaux avec le Danemark et pour une coopération plus étroite avec les entreprises danoises. Cette dynamique s'inscrit dans une volonté partagée de diversifier les partenariats économiques et de favoriser des investissements créateurs d'emplois et de croissance.

Parmi les instruments phares de cette politique figure l'Impact Fund Denmark (IFDK), anciennement connu sous le nom de Fonds d'investissement pour les pays en développement. Ce mécanisme illustre la volonté du Danemark de mieux articuler développement et diplomatie économique en soutenant des projets à fort impact social et économique.

R. I.

ALLEMAGNE
Les exportations résistent, mais l'industrie continue de ralentir

Premier débouché des produits allemands, les États-Unis ont enregistré une baisse de 7,9 % des importations en provenance d'Allemagne sur un mois, à 11,2 milliards d'euros.

Premier débouché des produits allemands, les États-Unis ont enregistré une baisse de 7,9 % des importations en provenance d'Allemagne sur un mois, à 11,2 milliards d'euros. Les exportations allemandes ont légèrement progressé en mars malgré un net recul des ventes vers les États-Unis et la Chine. Dans le même temps, la production industrielle allemande poursuit son repli, sur fond de tensions commerciales et de choc énergétique lié au Moyen-Orient.

L'économie allemande peine toujours à retrouver un véritable élan. Selon les chiffres publiés vendredi par l'office fédéral des statistiques Destatis, les exportations allemandes ont progressé de 0,5 % en mars sur un mois, atteignant 135,8 milliards d'euros.

Une performance légèrement meilleure qu'attendu : les analystes interrogés par Factset anticipaient un recul de 1,7 %, après un fort rebond observé en février.

Cette hausse masque toutefois une détérioration persistante des échanges avec les deux principales puissances mondiales.

Les exportations vers les États-Unis plongent

Premier débouché des produits allemands, les États-Unis ont enregistré une baisse de 7,9 % des importations en provenance d'Allemagne sur un mois, à 11,2 milliards d'euros. Sur un an, le recul atteint même 21,4 %, la plus forte baisse enregistrée depuis juin 2020, selon Destatis.

Les industriels allemands continuent de subir les conséquences des tensions commerciales avec Washington et des droits de douane imposés par l'administration Trump sur plusieurs produits européens. Le président américain a d'ailleurs ravivé jeudi la pression sur Bruxelles, en menaçant de relever fortement les tarifs douaniers si l'Union européenne n'applique pas d'ici au 4 juillet l'accord commercial conclu avec les États-Unis.

Les exportations vers la Chine ont elles aussi reculé de 1,8 % en mars, à 6 milliards d'euros, signe du ralentissement de la demande chinoise pour les biens industriels allemands. Autre signal préoccupant : la production industrielle allemande a reculé de 0,7 % en mars, alors que les économistes attendaient au g L'industrie allemande reste pénalisée par le coût élevé de l'énergie et par les perturbations liées à la fermeture du détroit d'Ormuz depuis mars, conséquence directe de la guerre au Moyen-Orient.

Agence

GOOGLEBOOK

Google lance une nouvelle catégorie d'ordinateurs portables dopés à l'IA

Google officialise les Googlebook, une nouvelle famille d'ordinateurs portables qui fusionne Android et Chrome OS autour de Gemini Intelligence. Un pari sur l'IA embarquée, avec HP, Dell et Lenovo comme premiers partenaires.

Il y a les MacBook, les PC Windows, les Chromebook. Et désormais, les Googlebook. Google annonce une nouvelle catégorie d'ordinateurs portables pensés dès le départ autour de l'intelligence artificielle, en fusionnant les forces d'Android, avec ses applications Google Play, et de Chrome OS, avec son navigateur et ses extensions. Le lancement est prévu pour l'automne, en partenariat avec HP, Dell et Lenovo. Les premiers détails sur la gamme exacte seront communiqués à l'approche du lancement, mais la direction est claire : faire du laptop le prochain terrain de jeu de Gemini Intelligence.

Le Magic Cursor, ou Gemini présent au bout de votre souris

La fonctionnalité la plus spectaculaire des Googlebook s'appelle Magic Cursor. Le principe : en faisant « frétiller » le curseur sur l'écran, il identifie les éléments interactifs à portée. L'utilisateur peut alors sélectionner plusieurs éléments simultanément, des images, des blocs de texte, ce qu'il veut, pour que Gemini comprenne le contexte et propose une action. L'exemple mis en avant par Google est parlant : sélectionner deux images pour que l'IA génère un poster à partir d'elles, sans manipulation manuelle, sans logiciel tiers. Pour faire court : Gemini est désormais intégré dans le curseur de la souris, accessible à n'importe quel moment.

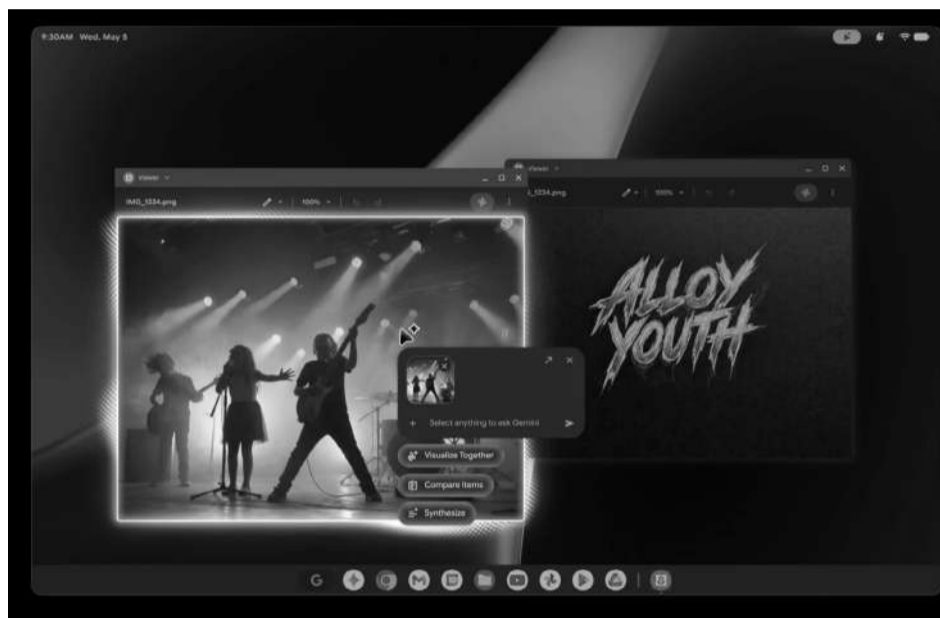
Le Magic Cursor fonctionne en traitement local sur l'appareil pour les tâches d'analyse contextuelle, là où la rapidité et la confidentialité priment. Les requêtes plus complexes basculent vers le cloud. C'est la même logique hybride que sur les smartphones Gemini Intelligence.

L'intégration écosystémique va plus loin que le simple curseur intelligent. Les Googlebook permettent d'accéder aux applications installées sur votre téléphone Android directement depuis l'ordinateur, sans installation ni manipulation du téléphone. Une fonction baptisée Quick Access intègre nativement les fichiers du téléphone dans l'explorateur de fichiers du Googlebook. Create My Widget, déjà présent sur Android, est également porté sur Google Workspace pour générer des widgets liés à des données professionnelles : voyages, réunions, tableaux de bord métier.

Côté design enfin, les Googlebooks se distingueront par une « globe bar » distinctive et un positionnement premium revendiqué. Google promet davantage de détails sur la gamme de lancement à l'approche de l'automne.

Android, Chrome OS et Gemini : la convergence que Google attendait

Depuis des années, Google jonglait entre deux systèmes d'exploitation sans jamais vraiment trancher. Android dominait le mobile, Chrome OS tentait sa chance sur le segment éducatif et les laptops d'entrée de gamme, sans jamais convaincre au-delà. Les Googlebook actent la convergence : une plateforme unique qui hérite



du catalogue applicatif d'Android et de la puissance de navigation de Chrome, unifiée sous Gemini Intelligence.

C'est un positionnement direct face à Apple, dont le rapprochement entre macOS et iOS progresse depuis des années mais reste partiel, et face à Microsoft, dont le pari Copilot+ sur Windows n'a pas encore produit l'expérience fluide promise. La fenêtre de tir est bonne pour Google. Gemini Intelligence arrive sur Android cet été avec une longueur d'avance sur Apple Intelligence, dont le Siri refondu n'est attendu qu'avec iOS 27 en septembre. En lançant les Googlebook à l'automne, Goo-

gle enchaîne directement sur cette dynamique pour imposer l'IA embarquée comme argument d'achat central sur le segment laptop. Le risque, comme toujours avec les nouvelles catégories de produits, c'est l'exécution : convaincre les constructeurs partenaires, les développeurs et les utilisateurs qu'un Googlebook n'est pas juste un Chromebook avec un nouveau nom.

Réponse dans quelques semaines, possiblement à l'occasion de la conférence Made by Google, dédiée au matériel et notamment à la présentation des nouveaux Pixel, pour en savoir plus.

Le plan hollywoodien de la NASA pour sauver un télescope spatial de la destruction entre en action

Le compte à rebours s'accélère pour sauver le télescope spatial Neil Gehrels Swift de la NASA : le lancement de la mission de sauvetage est désormais prévu ce mois de juin. Tout ce qu'il faut savoir sur ce plan aussi fou qu'inédit.

Lancé en 2004, le télescope Swift traque les sursauts gamma, ces explosions cataclysmiques parmi les plus violentes de l'Univers, provoquées par la mort d'étoiles massives ou la fusion d'objets compacts comme des étoiles à neutrons. Initialement prévu pour deux ans, il est toujours opérationnel deux décennies plus tard, et aucun remplaçant n'existe.

Problème, son orbite, initialement établie à environ 600 kilomètres d'altitude, s'est dégradée à environ 400 kilomètres, et le dispositif ne dispose d'aucun système de propulsion pour corriger la trajectoire. Une récente période d'activité solaire intense a aggravé le phénomène, accélérant la friction atmosphérique. Si rien n'est fait, le télescope se désintégrera dans l'atmosphère d'ici à la fin de l'année. Hors de question pour la NASA.

Le vaisseau sera lancé par une fusée, elle-même lancée par un avion

En septembre 2025, l'agence a confié le sauvetage de Swift à Katalyst Space Technologies, une start-up américaine spécialisée dans les services en orbite. Comprenez : l'entretien, la réparation et le repositionnement de satellites déjà en activité.

Le plan est simple sur le papier, vertigineux dans l'exécution. Katalyst doit concevoir, construire et lancer en moins d'un an un vaisseau robotique baptisé LINK, équipé de trois bras mécaniques et de propulseurs ioniques alimentés au xénon. Une fois en orbite, il passera deux à trois semaines à s'approcher de Swift, à l'inspecter, puis à tenter de le saisir fermement. Un défi colossal, car le télescope n'a jamais été conçu pour être capturé. Ses instruments sensibles ne doivent en outre jamais être orientés vers le Soleil, la Terre ou la Lune, sous peine de dommages irréversibles.

Si la manœuvre réussit, LINK repositionnera Swift à environ 600 kilomètres d'altitude, lui offrant potentiellement dix années supplémentaires d'observations. Ce serait une première mondiale : jamais un satellite scientifique gouvernemental américain n'a été rattrapé et remonté par un engin privé.

Et pour tenir ce calendrier impossible, Katalyst a opté pour Pegasus XL, le lanceur aérien de Northrop Grumman, largué en plein vol depuis un avion L-1011 Stargazer à 12 000 mètres d'altitude, et seul système jugé capable de respecter l'orbite, le calendrier et le budget imposés par la NASA.

Décollage en juin

Cette mission digne d'un film hollywoodien est désormais sur les rails. Ce 4 mai, Katalyst a finalisé les tests environnementaux de LINK dans les installations de la NASA à Goddard, dans le Maryland. Le vaisseau y a subi des tests de vibrations simulant les secousses d'un lancement sur Pegasus, puis des tests thermiques sous vide. Les propulseurs ioniques ont en outre été allumés, et l'un des trois bras robotiques a été déployé avec succès. « Nous sommes dans une situation inhabituelle où c'est le calendrier qui dicte le niveau de risque que nous sommes prêts à accepter, et non l'inverse. Le compte à rebours de la descente de Swift tourne, et nous devons trouver le bon équilibre entre les tests et la résolution des problèmes », commente Kieran Wilson, responsable scientifique du projet chez Katalyst.

Les Tesla qui ont rendu l'électrique désirable disparaissent dans une relative indifférence

Pendant plus d'une décennie, les Tesla Model S et Model X ont incarné une autre vision de la voiture électrique : rapide, technologique, capable de voyager loin et de rivaliser avec les références premium allemandes. Pourtant, leur arrêt de production officiel passe presque discrètement. Comme si Tesla, désormais focalisée sur l'intelligence artificielle, les robotaxis ou encore Optimus, avait déjà tourné la page de ses propres pionnières.

Cette fois, c'est fait, Tesla a officiellement mis fin à la production des Model S et Model X dans son usine de Fremont, en Californie. La marque a publié ce 10 mai 2026 une photo montrant les derniers exemplaires entourés des employés du site, mettant un terme à quatorze années de carrière pour la berline électrique et onze ans pour le SUV aux portes "Falcon Wing".

En volume, ces deux modèles ne représentaient plus grand-chose dans l'univers Tesla. En France, l'an dernier, le SUV s'est vendu à 78 exemplaires, et la berline à seulement 47... Les Model 3 (6 128 en France l'an dernier) et surtout Model Y (19 207) concentrent désormais l'immense majorité des ventes du constructeur américain. Mais réduire les Model S et X à leurs chiffres commerciaux ferait presque oublier leur rôle dans l'histoire récente de l'automobile.

L'électrique change de dimension

Au début des années 2010, non seulement la voiture électrique était quasi inexistante. En 2013 quand elle est arrivée sur nos routes européennes (2012 aux USA), la Model S ne croisait aux bornes de recharge guère que des Renault Fluente Z.E (2010), Twizy (2011), Zoé (2012) ou encore la BMW i3 (2013). La grande berline de Tesla a alors profondément changé la perception de la petite voiture électrique pas capable de sortir des villes. Avec son grand écran central, repris par beaucoup depuis, ses performances, ses mises à jour logicielles à distance et son autonomie alors très supérieure à la concurrence, elle a contribué à faire basculer l'électrique dans une autre dimension. Le Model X prolongera ensuite cette approche plus premium et technologique.

Les voitures qui ont financé l'expansion de Tesla

Avant les succès commerciaux des Model 3 et Model Y, ce sont justement les Model S et X qui ont permis à Tesla de gagner en crédibilité et de financer son expansion industrielle. Le constructeur pouvait alors vendre des voitures électriques à plus de 100 000 dollars avec des performances dignes de certaines supercars.

La Model S a aussi longtemps servi de vitrine technologique. Tesla y a introduit progressivement des batteries plus performantes, des fonctions avancées d'aide à la conduite ou encore des accélérations devenues spectaculaires avec les versions Plaid. Pendant plusieurs années, elle a presque évolué comme un produit technologique davantage que comme une berline classique.



Mais le marché a profondément changé. Les constructeurs historiques ont fini par investir massivement le segment électrique haut de gamme, tandis que les marques chinoises sont arrivées avec des modèles de plus en plus compétitifs. Face à cette nouvelle concurrence, les Model S et X ont progressivement vieilli. Tesla les a très peu renouvelées visuellement au fil des années, préférant concentrer ses efforts industriels ailleurs.

Tesla regarde désormais au-delà de l'automobile

L'arrêt des Model S et X raconte surtout l'évolution actuelle de Tesla. L'entreprise semble désormais beaucoup moins focalisée sur l'automobile traditionnelle que lors de ses débuts. Les priorités affichées par Elon Musk concernent désormais l'intelligence artificielle, la conduite autonome, les robotaxis ou encore Optimus, le robot humanoïde développé par le groupe. Selon plusieurs médias américains, la ligne de production libérée à Fremont doit justement être réorganisée pour accueillir une partie des activités liées à Optimus. Un symbole fort : les voitures qui ont construit la réputation de Tesla cèdent leur place à des projets qui n'ont plus grand chose à voir avec l'automobile.

Les derniers clients dans le flou

Preuve en est d'ailleurs avec la manière dont Tesla gère cette sortie de scène de deux des modèles les plus vieux sur le marché. La marque avait prévu une livraison spéciale "Signature Series" réservée aux derniers clients des Model S et X, vendues environ 160 000 dollars sur invitation. Mais l'événement organisé à Fremont a finalement été reporté à la dernière minute.

Dans le même temps, Elon Musk rejoignait une délégation américaine menée par Donald Trump pour un déplacement stratégique en Chine consacré notamment au commerce et à l'intelligence artificielle. Cette séquence pourrait presque résumer à elle seule le nouveau Tesla. Les Model S et X ont contribué à rendre la voiture électrique désirable à grande échelle. Pourtant, au moment où elles disparaissent, la marque semble déjà regarder bien au-delà de la voiture elle-même.

Mots fléchés

BD créée par Louis Forton BD créée par Joseph Pinchon	Capitale du Bangladesh	Demeure des moujiks	Pic espagnol	Fils de Tyro	Perroquet	Oiseau d'Australie	Longues périodes
→	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓
	Après la chute de l'URSS	Qualité d'une huile	Pronom personnel		Arbre ornementale	Sollicitation	
Cassables					→		
Bois de l'âme d'un violon					Bramer		
→					↓		
			De forme demi-cylindrique				
			Etat d'un malade atteint gravement				
Diode électroluminescente	Provoqué	L'Estonie en VO	Mollusque gastropode Il peut être de douleur			Consigné sur un registre officiel	Sélénium
→	↓	↓	↓			↓	↓
		Auteur de Le pendule de Foucault		Singe	Issues		Vêtements indiens
Décisives				↓			↓
Un impôt critiqué							
→		Ancienne Thaïlande			Bison d'Europe		Capucin
Véto russe			Pas bien chaud				Strontium
Dépôt dans une bouteille			Lycée technologique				↓
→		Petite île			Cafard baudelairien	Oiseau passereau	
		Il y a celle du Saint-Esprit					
Mammifère ongulé	Prénom masculin arabe	Schlingues	German-drée petit if			Oiseau sacré en Egypte ancienne	
→	↓	↓	↓			↓	
			Une côte française	Détermina le pour ou le contre			Futur officier
Éduqua				Initiales d'une sex-symbol			↓
Choisissez par les urnes					Cancrelats		↓
→					↓		
					Arabe en verlan		Lac des Pyrénées
					On connaît sa route		↓
							Micheton
Tentât	Unité d'intensité électrique	Ville de Mésopotamie		Organisation militaire		Qui est à l'état naturel	
→	↓	↓		↓		↓	
		Département français				Emmagasiné	Condiment
		↓					Prénom masculin
Contribution	Partie molle du pain		Chiffre				↓
→	→		↓				
			Lettre grecque			Spectacle sans valeur	
			↓			↓	
			Erbium			Titre honorifique sous l'Ancien Régime	
						Elle a son eau	
Extérieur c'est une juridiction temporelle	Un héros de la guerre de Troie			Trou normand	Ignoble		Renforce le
→	→			↓	↓		↓
	Pays fantastique				Avec les coutumes		oui
		Cabestan					Saint normand
→	↓	→					↓
						Pluriel du leu	
Dévotion			Epuisée				Service militaire pour les vassaux
→			→				→

PÉTROLE

Le Brent à plus de 107 dollars

Les cours du pétrole sont restés stables, mercredi, le marché scrutant l'évolution de la situation au Moyen-Orient. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en juillet, cédait 0,45% à 107,28 dollars (vers 09H30 GMT). Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en juin, perdait 0,72% à 101,44 dollars.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco



Jeudi 14 mai 2026 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

ACCIDENTS DE LA ROUTE

7 morts et 252 blessés en 24 heures

Sept (7) personnes sont décédées et 252 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus durant les dernières 24 heures, dans plusieurs wilayas, indique, mercredi un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Sétif, avec 3 morts et 3 autres blessés, suite à 2 accidents distincts, à Ain Oulmane (2 morts et 2 blessés) et à El Eulma (1 mort et 1 blessé), précise la même source. Durant la même période, les secours de la Protection civile de la wilaya de Boumerdes sont intervenues pour l'extinction d'un incendie qui s'est déclaré dans un atelier de recyclage de plastique, situé dans la commune d'Ouled Moussa, ce qui a nécessité la mobilisation de 5 équipes d'intervention, 4 camions d'incendies et une ambulance, ajoute le communiqué.

LE PRÉSIDENT ANGOLAIS ACHÈVE UNE VISITE D'ETAT EN ALGÉRIE

Volonté commune de hisser la coopération bilatérale au rang de partenariat stratégique global

Le président de la République d'Angola, M. Joao Lourenço, a achevé mercredi une visite d'Etat de trois jours en Algérie, au cours de laquelle les deux pays ont exprimé leur volonté commune de hisser leur coopération bilatérale au rang de partenariat stratégique global. Au cours de cette visite, le Président angolais a eu des entretiens en tête-à-tête avec le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, élargis par la suite aux membres des délégations des deux pays, avant de coprésider la cérémonie de signature d'accords et de mémorandums d'entente couvrant plusieurs secteurs, notamment les hydrocarbures, l'agriculture, l'industrie pharmaceutique, les énergies renouvelables, la santé, la numérisation, la formation professionnelle, l'enseignement supérieur, les mines et les services aériens, en plus de la création d'un Conseil d'affaires conjoint. Dans d'une déclaration conjointe, le président de la République a indiqué que la visite de son homologue angolais en Algérie témoignait des "relations historiques remontant à la lutte com-

mune pour se libérer du colonialisme", réaffirmant la disposition de l'Algérie à soutenir les efforts de développement de l'Angola, notamment dans la formation de ses cadres. Le président de la République s'est félicité des "importants accords conclus" entre les deux pays, lesquels, a-t-il dit, "ont vocation à renforcer le cadre juridique et à ouvrir de nouvelles perspectives à la coopération bilatérale". De son côté, le président angolais a exprimé son souhait d'"explorer toutes les opportunités qu'offrent nos deux pays, sans exception au-

cune", car, a-t-il dit, "nous estimons que l'Angola et l'Algérie ont les moyens de contribuer de manière significative à leur développement respectif, mais également au développement de tout le continent africain, notamment dans le secteur de l'énergie, de l'industrie et des infrastructures". Les deux Présidents ont également convenu de l'ouverture d'une liaison aérienne directe entre Alger et Luanda dès le mois de juillet prochain. R. E.

COOPÉRATION

Le Président Tebboune reçoit le ministre somalien de l'Intérieur et des Affaires fédérales

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, mercredi, le ministre somalien de l'Intérieur et des Affaires fédérales, M. Ali Yusuf Hosh, porteur d'une lettre du président de la République fédérale de Somalie.

L'audience s'est déroulée en présence du ministre d'Etat, chargé de l'Inspection générale des services de l'Etat et des Collectivités locales, M. Brahim Merad, du ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Af-

aires africaines, M. Ahmed Attaf, du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, et du conseiller auprès du président de la République, chargé des affaires diplomatiques, M. Amar Abba.

Chronique Eco

d'Anouar El Andaloussi

Conflictualité, souveraineté, dépenses de défense : quelle politique industrielle ?

Chemin faisant, notre chronique économique a évolué crescendo pour devenir une chronique de géopolitique. Ça n'a pas été un choix délibéré ou souhaité ; ce sont les événements économiques et géopolitiques, nous interpellant au quotidien, qui ont provoqué cette évolution. Les questions géopolitiques sont devenues présentes et prégnantes à tous les niveaux de la conception de la décision y compris dans le domaine économique national. La géopolitique a-t-elle « détrôné », peut-on dire, la mondialisation ? Pour paraphraser et adapter une célèbre réflexion d'un idéologue du siècle dernier : « Tous nos problèmes sont des problèmes mondiaux et tous les problèmes mondiaux sont nos problèmes ». La crise du détroit d'Ormuz en est la parfaite illustration de la géopolitique de l'énergie et donc de l'économie. L'interconnexion entre les économies nationales est présente à tous les niveaux et aucune économie ne peut vivre en autarcie, combien même le souverainisme ambiant est devenu le leitmotiv de toutes les politiques économiques. Souveraineté alimentaire, souveraineté énergétique, souveraineté numérique, souveraineté pharmaceutique, ... sont des objectifs, le plus souvent, recherchés par les Etats et les rapports officiels. Le COVID19 est passé par là !!! La conflictualité a beaucoup augmenté ces dernières années dans toutes les régions du Monde. Le droit international a été mis sous le boisseau, les institu-

tions internationales qui ont souvent joué, depuis la seconde guerre mondiale, le rôle de régulation des relations économiques, sont elle aussi marginalisées, voire ignorées (OMC, AIEA, WB, ...). Les conflits et les différends sont traités par la force militaire. Même les alliances traditionnelles de défense sont en difficulté, c'est le cas de l'OTAN qui connaît actuellement des dissensions sérieuses à l'intérieur, particulièrement entre le Leader de l'Organisation (EU) et certains européens, suite à des désaccords sur la crise du moyen orient et en Ukraine. L'Amérique veut retirer, au nom du réalisme économique, sa protection de l'Europe qui lui revient chère et sans contrepartie. Cette Europe si puissante économiquement, est-elle vulnérable à ce point pour avoir peur d'un retrait du parapluie américain ? Pourtant la menace « soviétique » qui a été l'un des motifs de la création de l'OTAN n'est plus de ce monde et la Russie a été réduite à un Etat moyen (hors capacités nucléaires), d'ailleurs embourbée depuis plus de 4 ans dans une guerre avec l'Ukraine et dont l'issue n'est pas encore à l'horizon. De décompositions en re-compositions des alliances, le Monde s'emballe dans ce qui est le plus sûr pour chaque pays, la dotation en armement. La course à l'armement n'a jamais été aussi effective que depuis ces trois dernières années ; rien qu'à observer les budgets de défenses des pays, développés ou émergents pour se rendre

compte de cet état de fait. Les dépenses totales mondiales de la défense en 2024 ont atteint 2.800 Mds de \$, (2,5% du PIB mondial), les pays en conflit ont vu leur budget défense passer de 1,9% à 4,4% en moyenne du PIB. En Europe, les budgets ont augmenté de 17%, alors que les projections pour 2035 pour l'OTAN sont de 3,5% du PIB, la France grand pays producteur d'armement a atteint le seuil minimum de l'UE de 2,5% du PIB. L'Allemagne a augmenté son budget défense en un an de 25% et l'Espagne de 50%. Les pays les plus « militarisés » sont la Pologne avec 4,2% du PIB et les EU avec 3,4% du PIB. (Source pour toutes les données chiffrées : SIPRI Military Expenditure Database, avril 2025.) Derrière ces budgets de la défense, beaucoup de pays ont mis en place des stratégies industrielles bien alignées sur la commande publique. La commande publique a toujours été un instrument pour doper la croissance ; le budget de la défense ne doit pas déroger à cette règle. Une industrie de l'armement (fabrications militaires) est une industrie comme une autre, elle a en plus des facteurs liés à la haute technologie, à la recherche développement et à un marché orienté sur des spécifications du client, qu'il soit national ou à l'exportation. Par ailleurs, la commande publique doit irriguer le tissu industriel du pays et en particulier les PME technologiques. Contrairement à d'autres domaines de souveraineté, celle de la défense (militaire) est la plus difficile

à réaliser. D'une part elle dépend du risque estimé d'un conflit et de la puissance de l'adversaire et d'autre part du volume budgétaire à mobiliser et dont les matériels risquent de ne pas être utilisés et dont le retour sur investissement au sens économique stricte est quasi-nul. C'est pourquoi, lorsque l'industrie militaire nationale est développée, l'impact de la dépense publique sur la croissance est réel ; le coût social (effort budgétaire de la Nation) est ainsi atténué. Cette course à l'armement fait l'affaire des pays industriels exportateurs traditionnels de matériels militaires. Dans les grands pays exportateurs de matériels militaires, c'est le secteur privé qui a la part du lion à l'image des USA, de la France, de la Grande Bretagne ou de l'Italie. La sécurité, comme la santé, n'a pas de prix, mais elle a un coût. Une industrie militaire peut être un moteur de croissance, un facteur d'innovation et un support pour la recherche-développement. Le transfert des technologies militaires vers l'industrie privée est souvent recherché dans les stratégies industrielles nationales. Internet, la mécanique de précision, l'électronique embarquée, l'aéronautique, la cybersécurité, les matériaux spéciaux et autres produits sont nés dans la sphère militaire avant leur transfert vers le secteur civil. Cet impact sur l'économie nationale est très recherché par les politiques industrielles.